

Vol. 7, No. 5 sept./oct. 2009



ÉDITION FRANÇAISE



northstar compass

MORT À LA CANAILLE FASCISTE



Parade fastueuse pour les 60 ans de la Chine populaire



Un spectacle encore plus grand et plus impressionnant que pour les JO en 2008. Feux d'artifice, Grand défilé et de nombreuses festivités des plus fastueuses jamais vues dans cet immense pays pour marquer le 60e anniversaire. La place Tiananmen a été transformée en vaste scène pour exhiber les derniers armements et équipements du pays, traduisant la

confiance dans la force et la pérennité du régime.

« Aujourd'hui une Chine socialiste, face à la modernisation, au monde et à l'avenir, se tient fermement debout à l'Est », a lancé le chef de l'État, devant la foule rassemblée place Tiananmen à Pékin, où Mao Zedong avait proclamé il y a soixante ans la fondation de la République populaire. La réforme

et l'ouverture étaient à l'honneur dans la parade où des participants ont défilé notamment sous un portrait du père de ces réformes, Deng Xiaoping, et des slogans sur ce grand mouvement d'ouverture économique lancé il y a trois décennies. *« Le développement et le progrès de la nouvelle Chine depuis soixante ans ont prouvé pleinement que seul le socialisme (à la chinoise. A.P.) peut sauver la Chine et que seules la réforme et l'ouverture peuvent assurer le développement de la Chine, du socialisme et du Marxisme »*, a dit Hu Jintao.





<http://www.communisme-bolchevisme.net>

La décomposition finale de "l'industrie de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial

VINCENT GOUYSSE (07/07/2009)

Nous vous présentons en dernière partie, les chapitres suivants:

L'Iran : nouvelle "révolution colorée" en perspective

La politique du "Go West", face cachée du plan de relance de l'impérialisme chinois

Quand les monopoles des pays impérialistes en déclin sonnent la retraite en Chine

Les exigences de la lutte de classe contemporaine : surmonter le social-réformisme et se préparer à des bouleversements majeurs !

L'Iran : nouvelle "révolution colorée" en perspective ?

Dans notre étude Impérialisme et anti-impérialisme (pp. 138-139), nous avons défini les troubles qui ont eu lieu en Chine en 1989 comme « la dernière possibilité » pour les pays impérialistes occidentaux « d'installer en Chine un régime qui leur soit entièrement soumis », en profitant « du chaos induit par la décomposition des pays révisionnistes pour renverser une bourgeoisie chinoise jugée trop nationaliste ». Mais, en Chine, la "révolution colorée" échoua, les impérialistes étrangers n'étant pas parvenus à trouver une base sociale suffisante pour amener au pouvoir une clique bourgeoise-compradore à leurs ordres. L'impérialisme chinois prit bien évidemment des mesures pour éviter que de tels événements ne se reproduisent. Depuis 1990, le président du pays est ainsi automatiquement le secrétaire général du Parti communiste chinois, permettant donc à l'impérialisme chinois de sécuriser encore davantage l'accès aux plus hautes fonctions politiques du pays.

À l'occasion du 20ème anniversaire de l'échec de la tentative avortée

de contre-révolution bourgeoise-compradore de Tian'an Men, si certains médias bourgeois des pays impérialistes en déclin n'ont évidemment pas pu s'empêcher de commémorer ces événements en donnant une image de "démocrates" aux contestataires – à l'instar du représentant déchu du clergé féodal tibétain –, les gouvernements de ces pays se sont évidemment refusés à se joindre à ce chœur. Ils savent bien qu'aujourd'hui de tels événements n'ont aucune chance d'aboutir. En outre, les soutenir ouvertement serait nécessairement perçu comme une provocation grossière par Pékin avec lequel beaucoup ne souhaitent plus se fâcher !

Le message envoyé par l'impérialisme chinois depuis 1989 est en effet très clair : en choisissant d'abord Yiang Zemin puis Hu Jintao comme présidents – sur recommandation de Deng Xiaoping –, l'impérialisme chinois n'a cessé de donner un avertissement permanent à ses concurrents : « ne songez même pas à une "révolution colorée" en Chine ! »

Maire de Shanghai depuis 1985 et membre du bureau politique du Comité central depuis 1987, Jiang Zemin a soutenu la répression de Tian'an Men, ce qui lui valut de devenir secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la Commission militaire en 1989. En 1993, il fut élu président de la RPC, une fonction qu'il assumera jusqu'en 2003.

En décembre 1988, Hu Jintao fut nommé secrétaire du PCC au Tibet qui connaissait alors des troubles. La répression qu'il y dirigea en 1989 lui valut le surnom de "boucher de Lhasa" dans les médias occidentaux. Hu Jintao fut désigné membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC et du Secrétariat du Comité central en 1992, puis président de l'École centrale du Parti l'année suivante. Nommé vice-président de la RPC en 1998, il est devenu le premier vice-président de la Commission militaire centrale l'année suivante. En mars 2003, il a été élu président de la RPC par l'Assemblée Populaire chinoise, un poste auquel il a été réélu en mars 2008.

Faute de pouvoir espérer avoir une chance réelle de susciter des troubles à large échelle en Chine même, il ne reste plus aux concurrents de l'impérialisme chinois qui refusent encore d'accepter leur décomposition économique qu'à se concentrer sur ses zones d'influence ! Dans ce contexte de crise économique favorisant l'instabilité sociale, les "révolutions colorées" ont donc de beaux jours devant elles ! C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter les derniers événements en Iran.

Quand certains pays impérialistes prétendent souhaiter voir triompher la "démocratie" en Iran, il faut d'abord parler des richesses énergétiques qu'ils convoitent en l'Iran.

Si l'Iran n'est évidemment pas un modèle de démocratie, même bourgeoise, l'héritage féodal dans l'agriculture et l'influence du clergé islamiste y étant très fortes, c'est pourtant un modèle qui vaut mieux que celui imposé par les pays impérialistes en déclin par la force des armes et de l'occupation coloniale dans certains pays du Moyen-Orient ! Dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, la violence quotidienne imposée à de larges couches de la population entrées en résistance contre les occupants étrangers et leurs complices indigènes, est d'une tout autre ampleur que les affrontements entre l'aile anti-américaine mangeant à tous les râteliers de la bourgeoisie compradore iranienne au pouvoir, et une aile pro-américaine, surtout quand la lutte contre l'occupation coloniale prend la forme d'attentats visant la population civile des communautés ethniques dont sont issus les complices indigènes de l'occupation. Le triomphe de la véritable démocratie en Iran n'arrivera qu'avec l'expropriation des exploiters indigènes et étrangers. Cette démocratie, aucun pays impérialiste n'en veut en Iran : ni les USA, ni la France, ni la Chine ! Ce que chacun d'entre eux veut, c'est s'accaparer la plus grosse part du gâteau et la conserver !

De manière évidente, les prises de participation minoritaires des mono-

poles pétroliers internationaux – qu'illustre l'exemple que nous avons donné de la CNPC et de Total –, ne suppriment pas la concurrence entre les différents monopoles actionnaires, et notamment entre l'actionnaire majoritaire et les actionnaires minoritaires. L'entente pour le partage des marchés et des sources d'approvisionnement à ses limites, d'autant plus dans les conditions de baisse de la demande en produits énergétique induite par la crise économique qui est un facteur majeur de l'exacerbation des rivalités entre monopoles d'une même branche ! Dernièrement, la CNPC a ainsi raflé à Total un important contrat d'exploitation pour l'un des plus importants gisements de gaz naturel au monde situé en Iran (d'un montant estimé à 3,3 milliards d'euros) pour lequel le groupe français avait pourtant été pressenti. Selon les larbins de l'impérialisme français, c'est de toute évidence un « coup dur pour Total » dont « la position en Iran est menacée par la Chine ». (La Tribune.fr, 03/06/2009) L'Iran, qui détient 10 % des réserves mondiales prouvées de pétrole ainsi que de 15 % de celles de gaz naturel – et dispose donc de la troisième réserve mondiale de pétrole et de la deuxième réserve mondiale de gaz naturel –, est aujourd'hui naturellement au cœur des rivalités entre l'impérialisme chinois et ses concurrents en déclin ! Pas étonnant dans ces conditions que le premier représentant de l'impérialisme français (N. Sarkozy) – en chœur avec sa fidèle caution morale (RSF) et l'impérialisme allemand –, se soit montré plus arrogant que l'impérialisme américain et se soit ouvertement réjoui de l'opposition iranienne au président réélu, voyant en elle « une perspective intéressante »... (Libération.fr, 17/06/2009)

Dans les événements récents en Iran, l'impérialisme américain a de manière évidente dans un premier temps fait preuve d'une retenue contrastant nettement avec les propos tenus par exemple par Sarkozy qui n'a pas hésité à déclarer pour sa part que « l'ampleur de la tricherie » était

« proportionnelle à la violence de la réaction ». On peut dire qu'avec ces déclarations, faites au cours de sa visite au Gabon dans le cadre de l'enterrement d'Omar Bongo, Sarkozy ne manque pas de culot ! Ancien membre des services secrets français, Omar Bongo a été accusé à maintes reprises de fraudes électorales, de corruption et... d'assassinat d'opposants politiques. Un démocrate bourgeois exemplaire, donc... Président du Gabon de 1967 à sa mort, Bongo restera dans l'histoire comme l'un des plus zélés serviteurs de l'impérialisme français. En effet, pour Bongo le français, « l'Afrique sans la France, c'est la voiture sans le chauffeur » et « la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant ». Au cours de sa longue carrière de chauffeur-tortionnaire du peuple gabonais, au cours de ces décennies pendant lesquelles il a bradé aux impérialistes étrangers (et notamment aux monopoles français) les richesses du Gabon, alors que le peuple gabonais se mourait de faim, Bongo a côtoyé et servi la plupart des représentants de l'impérialisme français : De Gaulle, Chirac, mais aussi Mitterrand qui envoya à son secours les parachutistes en 1990, en passant par Bayrou, Sarkozy et Le Pen.

C'est pourquoi venir aujourd'hui donner des leçons de "démocratie" aux dirigeants iraniens, alors que l'on rend hommage à Bongo relève d'une démagogie éhontée – ne pouvant avoir de prise que sur les masses dépolitisées à l'extrême des pays impérialistes en déclin – et qui, pour des raisons évidentes, n'a pas été relevée par les mass-médias au service de l'impérialisme français ! Sarkozy a récemment expliqué en quoi consistait sa conception de la "démocratie" au cours de sa visite en Guadeloupe. Pour lui,

« La question de l'indépendance n'est pas à l'ordre du jour et ne le sera pas tant que je serai président de la République. La Guadeloupe est française et le restera. (...) Le droit de grève ne peut être utilisé comme un

instrument de propagande et de déstabilisation politique. Je ne suis pas prêt à accepter l'inacceptable. (...) Nous avons fait le choix d'une société dans laquelle les orientations politiques et les décisions économiques se font dans les urnes, par un vote libre. (...) Il est aisé de dénoncer, de combattre et de détruire. Il est bien plus difficile de proposer, d'agir, de construire. » (Nouvelobs.com, 27/06/2009)

Ainsi, le droit de grève ne plait pas à Mr Sarkozy. Celui-ci verrait certainement d'un très bon œil, à l'instar des chefs de file de l'impérialisme français (comme Mr Dassault), l'interdiction de toute grève dépassant le cadre des revendications économiques. Tel est en définitive le sens du "démocratisme" bourgeois ! Selon Sarkozy, le droit de vote accordé aux esclaves salariés leur permet de choisir « les orientations politiques et les décisions économiques ». Or chaque esclave salarié a pu à maintes reprises faire l'expérience que la "démocratie" s'arrêtait à la porte de l'entreprise et qu'en définitive, le pouvoir politique devait lui-même se plier aux "impératifs économiques" déterminés par une minorité d'exploiteurs. Voir les esclaves salariés sortir de ce cadre institutionnel bourgeois pour celui de luttes visant à briser les rapports de production bourgeois représente évidemment un grand danger pour la bourgeoisie. Dans les temps de prospérité, les chaînes dorées rivent habituellement de façon pacifique les esclaves salariés des métropoles impérialistes à leur tâche, mais quand les conditions économiques se dégradent, alors la "démocratie" bourgeoise dévoile sa base matérielle : le parasitisme d'économies "développées" et "post-industrielles" se nourrissant du pillage et de l'exploitation des pays dépendants !

Qu'a donc aujourd'hui à proposer l'impérialisme français aux esclaves salariés de l'une de ses dernières colonies, sachant que dans des périodes de relative prospérité il n'est jamais parvenu à accorder aux populations de ses semi-colonies ne serait-ce qu'une véritable autonomie nationale-culturelle

bourgeoise ? Dans les pays de la franc-afrique, les ethnies n'ont même pas la possibilité de suivre un enseignement dans leur langue maternelle, mais doivent suivre l'enseignement scolaire public dans une langue étrangère – le français –, que leur famille ne parle souvent même pas ! Dans ces pays, la barrière de la langue constitue le premier obstacle que l'impérialisme et ses servants bourgeois-compradore dressent pour maintenir les masses dans l'ignorance. L'impérialisme chinois, lui, est au moins parvenu à accorder ce droit à ses minorités nationales. Ainsi, dans les écoles du Tibet, les enfants apprennent le tibétain ! Si le souci "démocratique" des politiciens français de "droite" comme de "gauche" était sincère, ils devraient commencer par revendiquer les libertés démocratiques bourgeoises les plus élémentaires pour les peuples habitant dans les zones d'influence privilégiées de l'impérialisme français ! La "patrie des droits de l'homme", qui s'est illustrée par sa barbarie dans de nombreuses guerres coloniales tout au long du 20ème siècle, n'a absolument aucune légitimité pour donner des leçons sur la "démocratie" à l'impérialisme chinois. La répression d'une clique de cléricaux bouddhistes bourgeois-compradore au Tibet n'a jamais atteint l'ampleur des répressions coloniales qu'ont eu à endurer les mouvements de libération nationale au sein des colonies de l'impérialisme français ! (Cf. Impérialisme et anti-impérialisme, pp. 284-286)

La vérité est que l'impérialisme français voit depuis des années d'un très mauvais œil la Chine renforcer son influence sur le continent africain. Et la crise économique actuelle n'a rien arrangé, car elle pourrait aujourd'hui amener nombre de chauffeurs bourgeois-compradore à décider d'opter pour une voiture de marque chinoise ! Les ambitions affichées par l'impérialisme chinois sont très claires, comme l'illustre une déclaration récente du gouverneur de la banque chinoise ICBC :

« Avec le développement de la mondialisation économique, la Chine aura plus de liaisons commerciales étroites avec le reste du monde, ce qui conduira finalement à accroître les investissements chinois à l'étranger. Donc, je suis convaincu que plus d'investissements à bénéfice mutuel viendront en Afrique. » (Xinhua, 11/06/2009)

De telles déclarations pourraient sembler anodines dans des temps de prospérité, mais en ces temps de crise économique, elles sont lourdes de conséquences pour les pays impérialistes concurrents de la Chine.

Au 1er trimestre 2009, la moitié des pays africains ont connu une croissance économique inférieure à leur croissance démographique, une première depuis 1994, avec à la clef une baisse du revenu par habitant. Pour l'Agence Française de Développement (AFD), les « canaux de transmission de la crise mondiale en Afrique » sont « l'affaiblissement de la demande extérieure de matières premières » qui « entraînent des pertes énormes en revenus d'exportation » ainsi que « les transferts des émigrés installés en Europe et à l'étranger vers leurs familles » qui « accusent une forte baisse », des canaux dont nous avons déjà souligné l'importance. Nous concluons alors que c'était la survie même qui allait se jouer en Afrique, ce que les responsables de la Banque Africaine du Développement (BAD) ont bien compris. Pour eux, « avec l'approfondissement de la récession, la crise de croissance peut se transformer en crise de développement ». (E24.fr, 15/05/2009)

Selon la FAO, le nombre de personnes victimes de la famine dans le monde a atteint le chiffre de 1,02 milliard en 2008, non pas en raison de « maigres récoltes mondiales », mais en raison de « la crise économique mondiale qui a entraîné une baisse des revenus et une augmentation du chômage » et ainsi « limité l'accès à la nourriture pour les pauvres ». Par rapport à l'année précédente, le nombre de personnes souffrant de la faim a ainsi augmenté de 11 %. Avec la crise

économique, assurer la survie des armées de travailleurs de réserve – en particulier ceux des pays dépendants –, est devenu un luxe hors de prix pour la bourgeoisie ! Mais si la bourgeoisie n'est même plus capable d'assurer la survie de ses esclaves, alors le risque augmente que ceux-ci risquent cherchent à détruire un ordre qui ne leur permet même plus d'exister ! Pour les responsables de la FAO cette « crise silencieuse de la faim » constitue donc « un risque sérieux pour la paix et la sécurité mondiales », car « un monde affamé est un monde dangereux ». L'Afrique sub-saharienne et l'Asie concentrent respectivement 26 et 63 % des personnes souffrant de la faim. Au sein des « pays développés » eux-mêmes, « la malnutrition est un problème croissant, avec désormais 15 millions de personnes souffrant de la faim ». (Xinhua et FAO, 19/06/2009)

Pour l'OCDE, la seule chose qui pourrait permettre d'« amortir les effets de la crise » en Afrique serait la croissance de l'économie chinoise qui « aura toujours un grand besoin des matières premières que l'on trouve en Afrique ». (E24.fr, 11/05/2009)

Nous avons déjà souligné que la crise frappant de plein fouet les pays impérialistes en déclin et leurs sphères d'influence allait nécessairement y accentuer les tendances séparatistes visant à un rapprochement avec l'impérialisme chinois. Pour de nombreux pays africains, la substitution du leadership de l'impérialisme chinois à celui de puissances impérialistes au bord de l'implosion, sera une question de survie et amènera à une recrudescence de l'instabilité politique et sociale sur le continent. En effet, des pays impérialistes comme la France feront tout leur possible pour défendre bec et ongle leurs derniers bouts de gras. En tant que concurrents impérialistes, ils ne laisseront le champ libre à l'impérialisme chinois qu'une fois qu'ils auront rendu leur dernier souffle. Les méthodes éprouvées du semi-colonialisme – menées à coup de putsch opposant différentes ailes de la bourgeoisie compradore indigène des

pays dépendants –, ont donc de "beaux jours" devant elles ! Les événements récents à Madagascar, au Honduras ou en Iran en sont des exemples frappants.

Pour l'impérialisme français, l'Iran constitue un message d'avertissement à l'impérialisme chinois que l'on peut résumer à la formule "pas touche à nos colonies !" Mais cela suffira-t-il à tenir à distance l'impérialisme chinois, dont les ambitions ont été réévaluées à la hausse à la faveur de l'effondrement en cours de l'économie de ses principaux concurrents ? Bien sûr que non ! Dernièrement, le premier ministre chinois à ainsi affirmé dans son message de salutation adressé au 13e sommet de l'Union africaine (UA) que les pays africains pouvaient compter sur « le soutien de la Chine » « pour surmonter l'actuelle crise financière et économique mondiale ». (Xinhua, 01/07/2009) Au même moment, la CNPC entamait la construction d'un oléoduc long de 300 km dans un autre pays de la francAfrique...

« Déjà très présents dans le secteur pétrolier au Soudan, les chinois passent à l'offensive au Tchad voisin ». (Libération.fr, 03/07/2009)

Dans les événements récents en Iran, si les représentants de l'impérialisme américain tels Biden, Gibbs et Obama, ainsi que le ministre des affaires étrangères britannique ont certes exprimé de « vrais doutes sur la victoire de Mahmoud Ahmadinejad », ils ont pour autant d'abord refusé de s'engager dans une voie « où l'on pourra accuser les États-Unis ou la Grande-Bretagne ou n'importe lequel des pays occidentaux de vouloir choisir le gouvernement iranien ». (Libération.fr, 18/06/2009) Il faut dire que les monopoles européens – notamment allemands, français et italiens –, ont bien plus d'intérêts à protéger en Iran que l'impérialisme américain et l'impérialisme britannique. Ce n'est que quelques jours après le début des manifestations anti-gouvernementales et sous la pression des Républicains, que les représentants officiels de l'impérialisme américain ont commen-

cé à durcir le ton. Mike Pence, l'un des rédacteurs de la résolution républicaine condamnant la volonté de non-ingérence d'Obama qui « craignait qu'une position américaine plus affirmée ne serve en fait au pouvoir iranien à diaboliser les manifestants » a répliqué que le 12 juin 1987, « quand Ronald Reagan s'est présenté à la porte de Brandebourg, il n'a pas dit à Mikhaïl Gorbatchev que ce mur n'était pas nos affaires » mais « avait demandé au dirigeant soviétique d'abattre le Mur de Berlin ». (AP, 19/06/2009)

Ces représentants de l'impérialisme américain oublient juste un "détail" : ce sont les USA et les pays inclus dans sa sphère d'influence qui se trouvent aujourd'hui dans une situation économique périlleuse, comparable à celle dans laquelle se trouvait le social-impérialisme soviétique deux décennies auparavant ! Pour les pays impérialistes en déclin, chercher à provoquer des "révolutions orange" dans la sphère d'influence de leur concurrent chinois est donc un jeu particulièrement dangereux qui ne manquera pas de se retourner contre eux !

Les choses ne sont pas simples pour les concurrents impérialistes de la Chine, car l'Iran, en tant que pays observateur de l'OCS, jouit ouvertement du soutien sino-russe. Dès le début des troubles colorés en Iran, le ministère chinois des Affaires étrangères avait affirmé son soutien au président réélu et avait déclaré « respecter « le choix du peuple iranien » et souhaiter « que l'Iran maintienne sa stabilité ». (Xinhua, 16/06/2009) Dans un article du China Daily, la presse gouvernementale chinoise a averti Washington du danger « d'une révolution colorée » qui risquerait de déstabiliser la région et a demandé aux responsables américains « de ne pas fourrer leur nez dans les affaires intérieures de l'Iran ». (Beijing cautions US over Iran, Asia Times.com, 20/06/2009) De son côté, après avoir annoncé vouloir « étendre la coopération nucléaire pacifique » avec l'Iran (Xinhua, 30/06/2009), l'impérialisme russe a annoncé sans surprise être opposé à toute sanction

contre l'Iran, celles-ci « seraient illégitimes et contre-productives ». (Xinhua, 02/07/2009)

Sans aucun doute, l'ensemble des concurrents de la Chine souhaiteraient voir la victoire d'une "révolution orange" en Iran qui amènerait au pouvoir une clique bourgeoise-compradore moins "non-alignée" et "volage" qui donne un bien mauvais exemple à l'ensemble des pays dépendants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. C'est dans le sens d'une solidarité inter-impérialiste orientée contre les intérêts de leur concurrent chinois commun, que l'impérialisme américain a soutenu les ingérences des puissances impérialistes d'Europe dans les affaires intérieures iraniennes. Mais, confrontés à de graves revers dans leur occupation du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Irak, ainsi qu'à de très graves déficits budgétaires, l'impérialisme américain et l'impérialisme britannique ont d'autres chats à fouetter que de se fourrer dans un nouveau guépier ! À chacun son lot de problèmes, et l'administration Obama en a déjà suffisamment à gérer, non seulement au Moyen-Orient et en Asie, mais également à ses propres frontières...

Le narcotrafic a pris des dimensions si gigantesques au Mexique, pays dépendant atelier, qu'un récent document du Commandement conjoint des Forces armées américaines intitulé États faibles ou en faillite classe dans la même catégorie de dangerosité que le Pakistan, l'Afghanistan et l'Irak ! Indéniablement, si le trafic de drogue rencontre un aussi grand succès au Mexique, c'est avant tout en raison de la grande misère qui frappe les masses exploitées. Dans les maquiladoras où le taux de chômage explose, la proximité d'immenses débouchés fournis par le marché américain au narcotrafic sonne comme un irrésistible appel de la forêt aux oreilles du lumpenproletariat. La corruption généralisée touchant la police et les administrations locales sert désormais de prétexte à l'impérialisme américain pour obtenir du gouvernement bourgeois-

compradore mexicain qu'il procède à la militarisation de la lutte contre le trafic de drogue, ce qui de l'aveu même des médias bourgeois a conduit à « la militarisation croissante des cartels qui se déchirent le Nord du pays ». (Le Monde.fr, 15/04/2009)

Ces violences réelles engendrées par le narcotrafic ont fait 5 300 morts au Mexique en 2008 et déjà plus de 2 400 depuis le début de l'année 2009 (France24.com, 07/06/2009), essentiellement dans les grandes maquiladoras de la frontière. Pour l'impérialisme américain, le narcotrafic apporte donc la justification idéale à la militarisation de la vie civile du pays, un processus qui sera très utile à l'impérialisme américain et à ses vassaux bourgeois-compradore pour réprimer toute tentative de renversement de l'ordre bourgeois semi-colonial, et éviter ainsi que ne se répètent à une plus large échelle et sous des formes plus radicales les événements qui ont secoué Oaxaca en 2006 !

Comme pour dénoncer l'ingérence manifeste des pays impérialistes en déclin dans la politique intérieure iranienne, le président iranien récemment réélu à déclaré à la tribune du dernier sommet de l'OCS que « les conflits régionaux actuels et la récession économique mondiale ont prouvé que la structure unipolaire mondiale dominée par les États-Unis n'est pas viable ». (Xinhua, 16/06/2009) Bref, selon lui, le temps est venu pour les pays impérialistes en déclin d'accepter le nouvel ordre mondial qui se dessine et d'abandonner les méthodes du colonialisme et du semi-colonialisme (les "révolutions colorées") ouvertes ou camouflées du colonialisme !

Selon le président russe, ce sommet de l'OCS s'est concentré « sur la problématique économique » car « la sécurité est un terme trop vaste, surtout lorsque nous traversons une crise active et difficile ». (Ria Novosti, 16/06/2009) En parallèle à ce sommet de l'OCS qui s'est tenu le 16 juin à Ekaterinbourg, s'est ouvert le même jour à Moscou un forum commercial et économique russo-chinois auquel ont

participé 300 représentants de 200 entreprises chinoises... (Xinhua, 16/06/2009) Si au cours du sommet de l'OCS le président russe a salué la décision de Pékin d'accorder 10 milliards de dollars destinés à financer différents projets dans le cadre de l'OCS, les participants du forum commercial et économique ne se sont pas non plus tournés les pouces et ont œuvré à mettre en pratique le renforcement du partenariat stratégique sino-russe : « Face à la récession économique mondiale, la Russie et la Chine devraient travailler ensemble pour faire face à la crise », a déclaré le vice-ministre russe du développement économique, que la signature de contrats dans des domaines comme la mécanique, les hautes technologies et l'énergie pour une valeur de 3 milliards de dollars n'a pu que réjouir. Voilà des manières bien plus rentables pour l'impérialisme chinois d'utiliser les revenus de ses excédents commerciaux que de continuer à financer à perte le déficit américain ! Et pour l'impérialisme américain et ses alliés, le signal envoyé au cours de cette mémorable journée du 16 juin ne se limitait pas aux pays de l'OCS : le 16 juin s'est également tenu à Ekaterinbourg un autre important sommet : le premier sommet formel des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) !

Au sommet de l'OCS comme à celui du BRIC, les dirigeants ont réaffirmé leur volonté de « créer les conditions pour un ordre mondial plus juste ». Le consensus qui s'est dégagé du sommet du BRIC est qu'« une réorganisation du système financier international s'impose pour donner une plus grande place aux pays en développement et à d'autres monnaies de réserve que le dollar. » (Ria Novosti, 16/06/2009)

Voilà un message très clair message envoyé aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin, d'autant plus qu'aucun de ces pays n'a été admis à participer à ce 1er sommet du BRIC, même en tant qu'observateurs. Les discussions ne s'y sont certainement pas limitées à ce qu'ont relayé les communiqués destinés aux agences de

presse internationales, mais ont sans aucun doute débordé sur des échanges visant à trouver la meilleure façon de gérer l'effondrement économique imminent des concurrents de l'impérialisme chinois !

Dans ces conditions, "l'ordre mondial plus juste" souhaité par les pays du BRIC ne peut évidemment être synonyme que d'une répartition différente de la plus-value. Dans un certain sens, il s'agira en effet de mettre en place un ordre mondial

moins injuste que celui où les anciens pays impérialistes avaient la possibilité de s'accaparer la majeure partie de la plus-value créée au sein de leurs pays ateliers.

Avec la décomposition économique des pays impérialistes en déclin et l'effondrement en cours de la division du travail qu'ils ont mise en place, certains pays ateliers ayant des ambitions impérialistes régionales, commencent à comprendre que c'est là une chance pour eux de rééquilibrer à leur

avantage les échanges, et même pourquoi pas de devenir les nouveaux maîtres du système impérialiste mondial, dans les limites permises par l'impérialisme chinois évidemment –, une perspective toujours plus intéressante pour eux que celle qu'aurait souhaité voir se réaliser Washington ces dernières années : voir s'opposer les deux géants asiatiques dans une guerre régionale !

La politique du "Go West", face cachée du plan de relance de l'impérialisme chinois

Les analystes bourgeois affirment qu'aujourd'hui la politique du "Go West", lancée en 1999 et visant au « rattrapage des provinces de l'intérieur de la Chine, en retrait par rapport aux provinces côtières » « se concrétise ». Selon eux, cette politique invitant les « entreprises à s'installer dans les provinces de l'intérieur est longtemps restée lettre morte » et a eu « des effets limités jusqu'en 2007 ». Pourtant, comme ces analystes le soulignent eux-mêmes, des investissements publics massifs ont été réalisés et ont permis de combler les retards en matière

d'infrastructures et d'éducation, sans lesquels ce réservoir de main-d'œuvre avait une utilité limitée. Ce n'est qu'à partir de ce moment que « les coûts d'installation et de production » « plus faibles » de ces régions ont pu devenir attractifs pour les entreprises. La crise économique, ajoutée au « développement du marché intérieur », « rend moins nécessaire une installation à proximité des deltas portuaires » et a donc évidemment renforcé l'attractivité de ces territoires. Les analystes bourgeois attentifs remarquent donc de la politique du Go West qu'elle « pourrait conduire à une division du travail interne à la Chine entre, d'une part, les provinces côtières, conservant les activités à plus forte valeur ajoutée et, d'autre part, les provinces de l'intérieur, vers lesquelles migreraient les activités moins valorisées. Toutefois, cette « délocalisation

intérieure » concerne également des entreprises de haute technologie, même si celles-ci conservent souvent leurs activités les plus qualifiées (siège, R&D...) dans les villes côtières. » (Bulletin Économique Chine, n°13, p. 4)

Ce point de vue est partagé par Cai Fang – directeur de l'Institut d'étude de la population et de l'économie du travail à l'Académie chinoise des sciences sociales et rédacteur en chef du Chinese Journal of Population Science –, qui souligne le rôle essentiel joué par les investissements publics massifs au cours des années passées et dans le cadre du plan de relance. Pour lui, ce « transfert des industries entre régions » devrait permettre à la Chine de « maintenir une croissance soutenue pendant une décennie encore au moins en raison du potentiel considérable lié à l'effet de taille de son économie ». (Les Echos.fr, 03/07/2009)

Jusqu'en 2007, les régions côtières, piliers de l'industrie chinoise et véritables plaques tournantes de l'import-export de l'atelier du monde, ont connu des taux de croissance supérieurs à ceux des provinces de l'intérieur. En 2003, ces dernières comptaient pour près des 2/3 de la population chinoise. Mais aujourd'hui, alors que l'impérialisme chinois prend son envol et que ses concurrents décrochent, les provinces intérieures et périphériques de la Chine deviennent le fondement possible d'une nouvelle

division du travail possédant de multiples avantages :

* Elle lui permet d'abord de disposer d'une main-d'œuvre dont le coût, encore inférieur, préserve voir accroît sa compétitivité sur le marché international de la force de travail dans un contexte où les puissances impérialistes concurrentes sont de plus en plus amenées à abaisser le coût de leur propre main d'œuvre, que ce soit dans leurs centres ou dans leurs périphéries.

* Elle lui permet ensuite de compenser l'effondrement des débouchés à l'exportation induit par la crise du surendettement dans les pays impérialistes concurrents en développant le marché intérieur chinois. C'est un facteur objectif de relèvement de l'industrie chinoise en général et des industries jusque-là destinées à l'exportation en particulier. Le rôle économique de ces régions retardataires serait alors comparable à celui que les pays impérialistes ont assigné aux pays dépendants ateliers au cours des dernières décennies. L'industrialisation à grande échelle de ces provinces donnerait à l'impérialisme chinois un atout supplémentaire pour affronter la crise économique beaucoup plus sereinement que ses concurrents et amènerait à la conversion des régions côtières en centres économiques rayonnant sur tout le territoire intérieur chinois.

* Elle lui permet aussi de favoriser la stabilité politique de ses régions pé-

riphériques dans le contexte de l'affirmation croissante du leadership économique mondial de l'impérialisme chinois, face aux tentatives de déstabilisation auxquelles pourraient avoir recours ses concurrents impérialistes en déclin. Les émeutes récentes d'Urumqi – située dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang –, prouvent que le développement de ses régions périphériques est devenu pour l'impérialisme chinois un impératif stratégique. C'est en effet une faille pouvant être exploitée par les concurrents de l'impérialisme chinois. Ce dernier attribue d'ailleurs « ces troubles aux forces extrémistes de l'étranger » et en particulier au « Congrès ouïghour mondial dirigé par Rebiya Kadeer », « une femme d'affaires exilée aux États-Unis ». (Reuters, 05/07/2009) A l'instar du Tibet, se mêlent donc dans les régions périphériques chinoises : 1° des problèmes sociaux liés à l'oppression nationale et exacerbés par de grands déséquilibres régionaux, 2° des velléités séparatistes d'une élite bourgeoise-compradore en exil, instrumentalisées par des concurrents impérialistes. Comme on l'avait vu dans notre examen des rivalités inter-impérialistes au Darfour, la bourgeoisie impérialiste chinoise a une conscience parfaite de ce que le séparatisme de minorités nationales est exacerbé par la pauvreté et atténué par la prospérité économique... Un pays impérialiste multinational puissant peut très bien reléguer au second plan les contradictions nationales en consacrant à ses minorités nationales une partie des surprofits extorqués. En faisant du développement économique de ses régions périphériques une priorité, l'impérialisme chinois pourra y atténuer les troubles sociaux et les phénomènes d'oppression nationale, coupant ainsi l'herbe sous le pied aux tendances séparatistes !

* Elle lui permet enfin de conserver l'ensemble de ses branches d'industrie sur son territoire national, agissant ainsi comme un facteur permettant d'établir et de préserver solidement son monopole sur l'industrie

de production des moyens de production, comme sur l'industrie de production des biens de consommation. Cette préservation de l'ensemble de la chaîne industrielle permet non seulement de prévenir l'émergence incontrôlée d'un nouveau concurrent que l'on aurait soi-même contribué à forger, mais aussi de disposer d'un facteur permanent de dissuasion face à toute menace d'agression militaire venant d'États bourgeois concurrents.

Si ces mutations sont encore au stade embryonnaire, leur développement est bel et bien à l'œuvre. Au 1er trimestre 2009, les dépenses d'investissements chinoises avaient augmenté de 30,3 % en glissement annuel. Mais ce chiffre moyen cache un différentiel régional important qui prouve que cette nouvelle division du travail a commencé à se mettre en place.

Ainsi, alors que les provinces côtières de la Chine ont vu leur taux d'investissement augmenter de "seulement" 23,6 % au 1er trimestre 2009, celui des régions intérieures a augmenté de 43,4 % !

C'est dans ces conditions nouvelles que la production industrielle chinoise s'est relevée alors même que la contraction des débouchés à l'exportation s'aggravait. En mai 2009, la production industrielle chinoise avait ainsi augmenté de 8,9 % en glissement annuel, contre 7,3 % le mois précédent. (Xinhua, 12/06/2009) En mai, les investissements en capital fixe avaient continué d'augmenter (+ 32,9 % en glissement annuel), et la production d'acier de l'impérialisme chinois a atteint 46,5 millions de tonnes, se rapprochant désormais de son record absolu : 46,9 millions de tonnes en juin 2008. De janvier à mai 2009, la part de la Chine dans la production mondiale d'acier a donc continué de s'élever, passant de 47,7 à 48,6 %.

Si comme le soulignent les analystes bourgeois du Bulletin Économique Chine, cette mutation paraît naturelle « dans une période de resserrement des budgets » où « les coûts de production deviennent encore plus dé-

terminants », il n'est nullement le résultat exclusif du mouvement naturel de la production marchande : cette nouvelle division du travail est appuyée et donc voulue par le gouvernement chinois. La bourgeoisie chinoise, qui pressent sans aucun doute l'immense potentiel de ce processus, a en effet décidé de lui donner un petit "coup de pouce" :

* Le 1er janvier 2008, le gouvernement chinois a aligné à la hausse le taux d'imposition des bénéfices des sociétés étrangères sur celui des sociétés chinoises (25 %) dans les provinces côtières, réduisant à néant un de leurs derniers privilèges, tandis que les provinces de l'intérieur conservaient le taux d'imposition précédent (15 %).

* À la fin de l'année 2008, le gouvernement chinois a autorisé les collectivités locales à émettre des obligations pour financer le plan de relance et a alloué aux provinces de l'intérieur des quotas supérieurs à ceux des provinces côtières. Afin de favoriser l'implantation des entreprises dans les provinces intérieures, le Premier ministre chinois a également appelé « les jeunes étudiants du pays à rechercher des emplois locaux dans les régions chinoises moins développées ». (Xinhua, 07/06/2009)

Ainsi, l'impérialisme chinois subventionne et plébiscite aujourd'hui de manière évidente la politique du Go West !

Pour l'impérialisme chinois, cette politique doit aboutir à la création d'une division du travail semblable à celle qui caractérisait les États-nations impérialistes au début du siècle dernier. Chaque État impérialiste assurait alors l'essentiel de ses besoins agricoles et industriels. Le marché international n'avait alors pour vocation que de trouver des débouchés aux marchandises excédentaires, ainsi que des sources d'approvisionnement d'énergie et de matières premières bon marché.

L'impérialisme chinois dispose encore d'une population rurale abondante dont une grande partie est occupée à une agriculture de subsistance

extrêmement morcelée, à l'exception de quelques milliers de grandes fermes d'État mécanisées. Au cours de la période 2001-2008, le taux d'urbanisation de la population chinoise est passé de 37,7 à 45,7 %. En 2006, l'agriculture occupait encore 43 % de la population active chinoise et en 2008, la population rurale chinoise se montait encore à 721 millions d'habitants.

En 2003, l'agriculture chinoise s'étendait sur 130 millions d'hectares de terres arables et comptait 248 millions de foyers ruraux. Seulement 6 % de ces foyers ruraux étaient équipés de 14 millions de tracteurs de faible puissance (de l'ordre de 7 CV), alors que la plus grande partie du million de tracteurs de grande puissance était utilisée dans les grandes fermes d'État. La majeure partie des foyers ruraux utilisait encore des engins agricoles tractés par la force animale ou des engins motorisés de faible puissance, à l'instar des motoculteurs. De ce fait, à peine la moitié des surfaces labourées, le quart des surfaces semées et le cinquième des surfaces récoltées étaient travaillés de façon mécanique. (China Agriculture Yearbook 2004) À titre de comparaison, l'agriculture américaine comptait alors cinq fois plus de tracteurs de grande puissance. En Chine, la surface moyenne d'une exploitation agricole n'était alors que de 0,65 hectare. L'impérialisme chinois possède donc un potentiel réel pour 1° augmenter dans des proportions importantes la productivité de son agriculture, et par ricochet de l'économie chinoise dans son ensemble et 2° étendre la sphère d'action marchande à ces centaines de millions de foyers ruraux, avec à la clef le développement de son marché intérieur.

Cette agriculture de subsistance occupant la majeure partie de la main d'œuvre rurale constitue un autre atout pour l'impérialisme chinois. En quelque sorte exclue de la sphère d'action de la loi de la valeur au cours des trois dernières décennies (depuis le démantèlement des communes populaires), car ne produisant pas pour le

marché, cette partie de la population chinoise n'a pas constitué une lourde charge pour la société chinoise et n'a donc pas pesé de manière significative sur le niveau général des salaires. C'est un des facteurs qui a contribué à faire de la main d'œuvre chinoise la main d'œuvre la plus concurrentielle du monde, y compris face à la main d'œuvre indienne. De ce fait, c'est comme si le rapport entre la population active occupée dans les secteurs productifs de l'économie (constitués par l'industrie et l'agriculture moderne produisant pour le marché) et la population active occupée dans les secteurs non productifs était encore plus favorable à la sphère productive. L'intégration de ces non-consommateurs à la sphère marchande permet aujourd'hui à l'impérialisme chinois de disposer en quelque sorte de "régions ateliers" disposant de coûts salariaux encore inférieurs.

L'impérialisme chinois possède donc de colossales réserves lui permettant de développer son marché intérieur d'une manière rentable, que ce soit en modernisant les secteurs retardataires de son économie, en exploitant sa précieuse réserve de main d'œuvre, ou en aménageant son territoire national dont la majeure partie est encore très peu valorisée. Les autorités centrales ont ainsi annoncé dernièrement le lancement d'un institut de recherche spécialisé dans la lutte contre la désertification visant à « réduire la superficie de terre désertifiée du pays » qui représente 27,5 % du territoire chinois. (Xinhua, 17/06/2009) Parallèlement, elles ont annoncé leur intention de développer le secteur forestier chinois et d'augmenter la couverture forestière du territoire chinois qui avait déjà été porté de 8,6 à 18,2 % au cours de la période 1950-2008. (Xinhua, 23/06/2009)

C'est ce potentiel d'investissement que le plan de stimulation du marché intérieur chinois a commencé à libérer.

Pour les analystes bourgeois des pays concurrents de la Chine, le fait que « dans la définition de son plan de relance », le gouvernement chinois ait

« tablé sur un multiplicateur de plus de 3 », un chiffre « empiriquement très élevé », avait tout d'abord suscité « de nombreuses interrogations quant à la crédibilité du programme gouvernemental ». En effet, cela signifiait que chaque yuan investi aboutirait à augmenter de 3 yuans la production nationale. Mais devant le redressement rapide de l'économie chinoise, ceux-ci furent contraints de reconnaître que « le multiplicateur s'est avéré supérieur à 3 au cours des premiers mois de son exécution ». Pour eux, « l'effet d'entraînement » du « multiplicateur keynésien "avec caractéristiques chinoises" » est « d'autant plus massif que la conjoncture dégradée aurait dû provoquer un ralentissement ». (Bulletin Économique Chine, n°13, p. 2) Si l'on regarde les effets du plan de relance américain sur l'économie réelle, il y avait en effet de quoi être sceptique !

En mai 2009, la Chine a enregistré un excédent commercial de 13,4 milliards de dollars et une baisse de 25,9 % de son commerce extérieur en glissement annuel (contre une baisse de 22,8 % en avril). Sur les cinq premiers mois de l'année, les importations se sont contractées de 28,0 % et les exportations de 21,8 %, aboutissant à un excédent commercial cumulé de 88,8 milliards de dollars. (AFP, 11/06/2009) Pourtant, malgré la contraction croissante de son commerce extérieur, l'économie chinoise a encore une fois montré des capacités d'endurance remarquables. D'abord, malgré la contraction importante de son commerce extérieur, la contraction plus rapide des importations – induite par la diversification accélérée de l'industrie chinoise –, a permis de limiter l'effondrement de l'excédent commercial. Ensuite, parce que le plan chinois de stimulation de la demande intérieure a globalement compensé l'effondrement du commerce extérieur. Même pour les industries destinées à l'exportation de biens de consommation courante, le plan semble aujourd'hui offrir de réelles perspectives d'avenir : en mai, les ventes d'appareils ménagers dans les zones

rurales ont ainsi augmenté de 42 % par rapport au mois précédent, sous l'impulsion d'un programme de subventions du gouvernement central d'un montant de 20 milliards de yuans destiné à stimuler la vente de plus de 100 milliards de yuans d'appareils ménagers. (Xinhua, 15/06/2009)

« L'investissement élevé et la solide consommation privée devraient, selon Goldman Sachs, plus que compenser les mauvaises performances du commerce extérieur. » (Bulletin Économique Chine, n°14, p. 11)

À la fin de l'année 2008, les dépenses chinoises d'investissement avaient décliné pour atteindre une croissance (en glissement annuel) de "seulement" 22,3 % en décembre – un niveau très élevé en regard de celui de ses concurrents impérialistes. De décembre 2008 à mai 2009, les dépenses d'investissement de la Chine n'ont cessé de s'accroître à un rythme rapide et à un niveau particulièrement élevé, supérieur à celui du 2ème trimestre 2007 (26,0 %). En mai, les dépenses d'investissement avaient augmenté de 38,7 % en glissement annuel. Et les mois à venir devraient voir renforcée cette tendance à l'investissement. Il y a peu, le gouvernement chinois a en effet annoncé la réduction du prix d'achat des terrains à usage industriel jusqu'à 30 % « afin de stimuler l'investissement ». (Konaxis.net, 15/06/2009) La bonne tenue des recettes fiscales de l'impérialisme chinois lui permet de financer de telles mesures sans pour autant compromettre l'équilibre budgétaire si cher aux gouvernements bourgeois. À

l'inverse, les pays impérialistes en déclin voient leur taux d'investissement s'effondrer. Ainsi, en France, les dépenses d'investissement ont reculé de 63 % au 1er semestre 2009 en glissement annuel ! Le secteur industriel n'a pas été épargné et a vu ses investissements diminuer de 48 %. (Reuters, 03/07/2009)

La Chine a émergé en pays impérialiste à partir de son statut initial de pays atelier. Pendant trois décennies, l'économie chinoise s'est donc construite en vue de fournir les métropoles impérialistes en biens de consommation courante. L'entrée de la Chine à l'OMC a donné des proportions gigantesques à cette orientation fondamentale. La part des exportations par rapport au PIB chinois est ainsi passée de 20,1 à 36,5 % au cours de la période 2001-2006. Mais en 2007 et en 2008, les exportations ne représentaient respectivement plus que 36,0 et 33,0 % du PIB chinois.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que cette inversion de tendance se soit amorcée en 2006-2007, période durant laquelle l'industrie américaine montra de graves signes d'essoufflement. À partir de la fin de l'année 2006, le rapport de forces entre la production industrielle chinoise et américaine bascula clairement en faveur de l'impérialisme chinois. C'est en effet à ce moment-là que la production d'acier par habitant de la Chine surclassa celle des USA, montrant que la Chine avait dépassé son principal concurrent. Ce dépassement, qui aboutit à déséquilibrer encore un peu plus les échanges,

contribua à précipiter l'éclatement de la crise de surendettement des USA.

En 2009, qui voit le recentrage de l'activité économique sur le développement du marché intérieur afin de compenser la chute des exportations, ces dernières représenteront une fraction très inférieure du PIB chinois. Au 1er trimestre 2008, les exportations avaient représenté 38,0 % du PIB chinois. Au 1er trimestre 2009, elles n'ont représenté que 25,5 % du PIB chinois. Cet effondrement de l'importance des échanges internationaux dans l'économie chinoise montre l'ampleur et l'efficacité du plan de stimulation de la demande intérieure. Ce plan a en effet permis de limiter très fortement l'impact négatif de la réduction des débouchés à l'exportation sur l'économie chinoise.

Il faut s'attendre à ce que ce plan, couplé à une politique ambitieuse d'acquisition de savoir-faire technologiques à l'étranger, provoque l'accélération du renforcement de l'autonomie industrielle de l'impérialisme chinois, contribuant ainsi par ricochet à précipiter encore davantage l'effondrement de l'économie de ses principaux concurrents. Il ne faudrait cependant pas croire que les monopoles des pays impérialistes sont seulement "victimes" de la concurrence chinoise. Ils ont en effet largement contribué au cours des années passées à l'émergence de l'impérialisme chinois. Dans les conditions de la crise économique actuelle, ces monopoles ont même commencé à passer à une étape supérieure.

Quand les monopoles des pays impérialistes en déclin sonnent la retraite en Chine

On assiste aujourd'hui à l'accélération du mouvement de fond qui a engendré la crise économique actuelle. Ce mouvement de fond, qui a conduit à l'explosion d'une première bulle liée au surendettement des pays impérialistes en déclin, c'est celui de l'approfondissement accéléré

de la délocalisation des dernières grandes branches industrielles des territoires des pays impérialistes en déclin vers la Chine. Ce mouvement est d'abord le résultat naturel du mouvement de la production marchande : comme nous l'avons vu au sujet du secteur des énergies renouvelables, les

percées technologiques de l'impérialisme chinois s'accompagnent nécessairement de la mise en difficulté de monopoles concurrents ayant leurs chaînes de production hors de Chine. Ceux-ci n'ont alors que deux options : ou bien demeurer hors du territoire chinois et disparaître, ou bien se ré-

soudre à délocaliser leur production en Chine pour espérer pouvoir y survivre. Dans les conditions de la crise économique, ce processus de délocalisations tend à s'accélérer, car pour survivre face à la contraction des débouchés au sein des métropoles impérialistes en déclin et de ses inévitables conséquences sur l'intensification de la concurrence, les monopoles des pays impérialistes en déclin se tournent de plus en plus vers le marché chinois où ils espèrent trouver des débouchés plus pérennes.

Ce double caractère de la croissance chinoise suscite évidemment des sentiments mitigés chez la concurrence.

Ainsi, selon le républicain Robert Zoellick, président de la Banque Mondiale, la croissance chinoise n'agit pas seulement « comme une force de stabilisation », mais « comme une force qui va sortir le système de la récession ». (Radio Chine Internationale, 09/06/2009) A l'inverse, certains représentants de l'impérialisme français soulignent au contraire que si le plan de relance chinois « pourrait en théorie soutenir les achats d'équipements étrangers », « la contraction actuelle des volumes importés » – « sauf pour ce qui est des matières premières » –, fait de lui « une piètre contribution à la reprise mondiale ». (Bulletin Économique Chine, n°12, p. 3) Il faut dire que certaines "économies de bazar" n'ont plus grand-chose à offrir à l'impérialisme chinois qu'il ne soit déjà capable de produire lui-même à moindre coût !

Pourtant, même au sein des milieux impérialistes français, existent de fortes tendances à la soumission à l'impérialisme chinois. À la tête d'une délégation nombreuse de chefs d'entreprise français, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin a fait l'objet d'une longue interview diffusée sur CCTV-F le 8 avril dernier. Au cours de celle-ci, "Mr Chine" a fait les déclarations suivantes :

« La France a dit clairement qu'elle refusait toute forme de soutien

à l'indépendance du Tibet. C'est notre position officielle, c'est la position qui engage la France. (...) Et nous sommes là maintenant dans une circonstance qui nous permet de bâtir une nouvelle phase de notre coopération économique. (...) Le sommet de Londres a consacré la vision commune de la Chine et de la France sur le multilatéralisme. Le monde unipolaire à dominante américaine est un monde qui s'est sans doute achevé à Londres. (...) Nous avons une nouvelle économie à inventer. Comme on dit en chinois, « la crise c'est à la fois un danger, mais aussi une opportunité », l'opportunité d'inventer une nouvelle croissance, une croissance forte, une croissance juste, une croissance environnementale. (...) Je pense que le sommet du G20 a marqué la forte présence de la Chine. La Chine enregistre les bons résultats de sa politique d'ouverture. Elle a une forte croissance, elle a des réserves financières importantes, fondées sur le travail, sur l'épargne des chinois. Elle a aussi un rôle politique, aujourd'hui reconnu par tous. Donc, la Chine a montré sa présence forte, sereine au sommet de Londres. (...) Le gouvernement chinois fait des investissements importants, sur de grandes infrastructures, sur l'ensemble du pays, pour développer notamment l'ouest du pays, pour construire des routes, des ponts et beaucoup d'infrastructures de transport, c'est je crois très important pour l'équilibre du territoire chinois. Mais ce qui est aussi très important, c'est la relance de la consommation intérieure, de la consommation domestique, c'est le développement du pouvoir d'achat de la population chinoise. Et au fond aujourd'hui, l'avenir de la croissance du monde dépend de la consommation du peuple chinois. C'est le peuple chinois, en élargissant son marché, en consommant davantage, en étant soutenu par ses pouvoirs publics, qui non seulement fait le développement de la Chine, mais aussi fait la croissance du monde. Nos intérêts sont liés aujourd'hui. Le monde global est un

monde qui a besoin de la Chine, qui a besoin des autres nations, mais qui a besoin aujourd'hui du consommateur chinois. »

De toute évidence, la bourgeoisie monopoliste française commence à comprendre qu'elle n'a plus rien à attendre de ses propres esclaves salariés. Trop chers face à la concurrence chinoise, leur entretien est devenu un luxe. Désormais, c'est donc en Chine que se trouvent les derniers espoirs des exploiters de France et des autres pays impérialistes surendettés de continuer à réaliser des profits !

Nous avons défini la crise économique actuelle comme résultant de l'explosion d'une première bulle de surendettement, celle liée aux ménages les plus endettés des métropoles impérialistes en déclin. Cette bulle a rapidement provoqué une contraction des débouchés qui a immédiatement eu de lourdes répercussions nationales – sur la production de "l'industrie de bazar" –, comme internationales sur les économies des pays ateliers qui ont vu les revenus de leurs exportations s'effondrer et des millions de bras devenir tout à coup inutiles.

La crise du système mondial de l'impérialisme est maintenant entrée dans une seconde étape, celle de l'aggravation accélérée du niveau d'endettement d'autres secteurs et couches de la population déjà proches du surendettement. Alors que dans les pays impérialistes en déclin la relance par la consommation est vouée à l'échec, alors qu'il devient urgent de compenser l'augmentation des déficits et l'effondrement des profits par la baisse des salaires réels, afin d'espérer regagner des parts de marché au détriment des concurrents, la bourgeoisie et ses marionnettes politiques n'ont plus d'autre solution que de chercher à aggraver l'exploitation des classes moyennes de la population des métropoles impérialistes, préparant ainsi l'éclatement de nouvelles bulles de surendettement – que ce soit au niveau des ménages modestes, des entreprises et des banques, ou même des adminis-

trations de l'appareil d'État bourgeois –, mais aussi une contraction des débouchés marchands internationaux qui étaient jusqu'alors fournis pour l'essentiel par la consommation intérieure des pays impérialistes en déclin. Cette contraction – qui n'en est aujourd'hui qu'à ses débuts –, s'annonce comme sans équivalent dans l'histoire du capitalisme, étant donné le caractère éminemment parasitaire de la division du travail actuelle.

Les monopoles des pays impérialistes en déclin, qui ont été à la pointe de la transformation de la division internationale du travail, sont aujourd'hui de manière naturelle à la pointe de la soumission à l'impérialisme chinois. En ces temps de contraction des débouchés dans les métropoles des pays impérialistes en déclin et alors que les débouchés intérieurs de l'impérialisme chinois croissent, le mouvement de retraite des monopoles étrangers vers la Chine prend des allures de débâcle désordonnée. Il faut dire que les premiers arrivés seront les mieux servis. Comme au jeu des chaises musicales, ceux qui n'arriveront pas à y trouver une place seront les premières victimes de l'effondrement de "l'économie de bazar". Cet effondrement, qui n'en est aujourd'hui qu'à ses tout débuts, ne peut évidemment que voir son terme se trouver rapproché par la désertion des monopoles des pays impérialistes en déclin. Dans cette course, les monopoles américains, qui comprennent mieux que leurs concurrents la situation catastrophique à laquelle ils seront bientôt confrontés, sont sans surprise à l'avant-garde de ce mouvement.

Il y a plus d'un demi-siècle, dans son discours prononcé à la tribune du XIX^{ème} Congrès du PCUS (b), Staline remarquait les prémisses d'un phénomène similaire. Avec le plan Marshall (1947-1951), les élites bourgeoises des pays impérialistes vaincus, occupés ou affaiblis (tels l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni), avaient accepté le renforcement de leur dépendance éco-

nomique vis-à-vis de l'impérialisme américain. Pour Staline, cette demi-capitulation montrait que la bourgeoisie de pays impérialistes secondaires était prête à « jeter par-dessus bord » le drapeau « des libertés démocratiques bourgeoises » et même « des nations » en acceptant de troquer son indépendance en échange de sa survie. L'impérialisme japonais, dont le territoire avait alors été transformé en une semi-colonie américaine, représentait le résultat extrême de cette politique de soumission.

Depuis le début des années 1970, la délocalisation d'un nombre croissant d'industries dans les pays ateliers a étendu les activités des monopoles des pays impérialistes au système impérialiste dans son ensemble, au point que selon Jean Peyrelevade – ancien président du Crédit Lyonnais et vice-président de la banque d'affaires italienne Banca Leonardo –, « les sociétés du CAC 40 ne font plus partie ou très faiblement de l'économie française. Elles réalisent les trois quarts de leur chiffre d'affaires et de leurs profits à l'extérieur du territoire français ». (Nouvelobs.com, 04/09/2008)

Aujourd'hui, certains des plus puissants des monopoles des pays impérialistes en déclin donnent une nouvelle dimension à ce processus : si leur survie doit passer par l'abandon de leur territoire national d'origine, ce mal reste pour eux dans tous les cas un moindre mal que d'avoir à renoncer à leurs profits et à leur existence !

En voici quelques exemples.

Dernièrement, E.ON, le n°1 allemand de l'énergie dont les activités vont du gaz à la construction de parcs éoliens (qui a enregistré un chiffre d'affaires de 86,8 milliards d'euros en 2008 pour un résultat net de 5,6 milliards d'euros), – première valeur de l'indice DAX de la bourse de Francfort et deuxième monopole énergétique mondial en 2008 après Gazprom et devant GDF Suez –, a annoncé son intention de se séparer de 10 000 salariés en Europe. 4000 de ces emplois seraient délocalisés dans des marchés

plus porteurs comme la Chine... (Le Monde.fr, 16/06/2009) Il faut dire que la diminution de la demande énergétique a durement affecté les bénéfices des grands groupes mondiaux du secteur énergétique, dont l'appétit a été aiguisé par plusieurs années de profits records. En 2007, E.ON employait 87 000 salariés à travers le monde, contre 107 000 en 2002, année au cours de laquelle il avait réalisé un chiffre d'affaires de 37,1 milliards d'euros.

Même chose pour Total, qui au cours des dernières années, a développé un réseau de centaines de stations-services en Chine et a pris des participations minoritaires dans le Capital de monopoles pétroliers chinois – tel Sinochem et la China National Petroleum Corporation (CNPC). (Total.com) Mais le début de la récession économique dans les pays impérialistes en déclin a amené au mouvement inverse : au printemps 2008, le Financial Times annonçait ainsi que le fonds d'investissement chinois SAFE avait pris une participation minoritaire au sein du Capital du groupe pétrolier français. (RFI, 04/04/2008) Récemment, Total a licencié 900 salariés de sa raffinerie britannique de Lindsey qui avaient mené une « grève non officielle et illégale » le 11 juin pour protester contre le licenciement de 51 de leurs collègues licenciés (AFP, 19/06/2009), soit 75 % des effectifs du site. Cette grève faisait suite à la volonté du groupe français d'employer de la main-d'œuvre italienne et portugaise, moins chère. Le mot d'ordre des grévistes « British workers for British jobs », illustre à quel point le mouvement ouvrier des métropoles impérialistes a été submergé par le social-chauvinisme. Cet exemple montre que le club impérialiste de l'UE est condamné à éclater sous les coups de la décomposition économique. Celle-ci contraindra en effet les gouvernements bourgeois des pays membres à opter pour des politiques de "préférence nationale" et donc à mettre des entraves à la liberté de circulation de la force de

travail, sous la pression d'un prolétariat massivement contaminé par l'idéologie bourgeoise.

Le groupe industriel allemand d'équipements électroniques et électrotechniques Siemens (dont le chiffre d'affaires a atteint 100 milliards d'euros en 2008) – deuxième valeur de l'indice DAX de la bourse de Francfort –, figure également parmi les monopoles des pays impérialistes en déclin qui ont compris que leur avenir se trouvait désormais en Chine. En mars 2009, Siemens a reçu une commande chinoise d'un montant de 750 millions d'euros pour 100 trains à grande vitesse qui seront assemblés en Chine. (Le Monde.fr, 20/03/2009) Dernièrement, Siemens a investi 60 millions d'euros en Chine afin de construire un site de production de pales de rotors et de nacelles d'éoliennes d'une puissance de 2,3 à 3,6 MW. Située à Shanghai, l'usine qui ouvrira en 2010 et dont la capacité de production initiale sera de 500 MW, produira des éoliennes « destinées à la fois au marché local et à celui de l'exportation ». (Konaxis.net, 05/06/2009) Au début du mois de juillet 2008, alors que la production industrielle allemande avait déjà commencé à reculer, Siemens avait annoncé la suppression de plus de 16 700 emplois à travers le monde, dont les deux tiers en Europe. (Siemens.com)

De même, le géant californien Yahoo qui annonçait la suppression de 5 % de ses effectifs mondiaux suite à un effondrement de 78 % de son bénéfice au premier trimestre 2009, a choisi la capitale chinoise pour ouvrir son troisième centre mondial de recherche et développement ! (E24.fr, 10/06/2009)

Dans l'automobile, Michelin, le n°1 mondial du pneumatique, a massivement investi en Chine. À la fin de l'année 2007, le groupe français y possédait 3 usines ayant coûté 400 millions d'euros et employant 5500 salariés. (Le Figaro.fr, 19/11/2007) Après avoir vu son bénéfice net s'effondrer de près de 54 % en 2008 à cause d'une brutale baisse d'activité au dernier tri-

mestre (AFP, 13/02/2009), le groupe a annoncé la fermeture de l'usine américaine de sa filiale BF Goodrich située dans l'Alabama d'ici le 31 octobre (AFP, 13/04/2009), avec la suppression de 1000 emplois à la clef. Alors que Michelin a annoncé la suppression de 1100 autres emplois en France, le groupe prévoit d'investir 1 milliard d'euros dans la construction d'une usine en Inde dans les prochaines années. (AFP, 18/06/2009)

Toujours dans le domaine automobile, les péripéties de General Motors fournissent également un exemple instructif, car poussé à l'extrême, de ce processus inexorable : durement concurrencé par les constructeurs japonais, le groupe GM avait déjà enregistré plus de 3,3 milliards de dollars de pertes au cours des trois premiers trimestres de l'année 2005. Pour éviter un dépôt de bilan du groupe dont les dettes atteignaient alors 292 milliards de dollars, GM avait alors adopté un plan de restructuration radical à l'automne, visant à réduire ses effectifs de 25 000 emplois ainsi que les frais médicaux de ses 750 000 employés et retraités. En 2006, GM restait cependant le premier constructeur automobile du monde, avec 9,1 millions de véhicules vendus et parvint à réduire ses pertes annuelles à seulement 2 milliards de dollars. Mais en 2007-2008, la contraction du marché automobile américain provoqué par l'éclatement de la crise du surendettement des ménages pauvres s'ajouta au recul croissant des parts de marché du groupe, faisant exploser ses pertes. Celles-ci se montèrent ainsi à respectivement 43 et 31 milliards de dollars en 2007 et en 2008. Au final, après avoir reçu plus de 14 milliards de dollars d'aides du Gouvernement Fédéral au cours des derniers mois, GM a annoncé son dépôt de bilan le 1er juin 2009.

En 2002, GM s'était associé à deux constructeurs automobiles chinois – la Shanghai Automotive Industry Corporation (SAIC) et la Wuling Automobile Co. – pour créer une usine de production de vans à Liuzhou. En

2007, la joint-venture SAIC-GM-Wuling Automobile a vendu 550 000 véhicules. En 2008, GM a battu ses records de vente en Chine, avec 1 million de véhicules vendus (véhicules importés inclus), et prévoit désormais de doubler ses ventes en Chine d'ici à cinq ans. Alors que le constructeur américain se préparait à annoncer son dépôt de bilan aux USA, « loin de Détroit », le groupe se trouve « dans une forme insolente en Chine ». Pour le président de GM Chine, « quel que soit le sort de GM sur le continent nord-américain », « nous continuerons à peu près comme aujourd'hui » car « nous fonctionnons comme une coentreprise en Chine ». GM Chine affiche même déjà son ambition d'« exporter ses voitures vers les États-Unis ». (AFP, 01/06/2009) Dernièrement, la compagnie chinoise Tengzhong Heavy Industry Machinery Co. Ltd, basée dans la province du Sichuan a annoncé la signature d'un accord avec GM sur le rachat de la marque Hummer du constructeur américain. (Xinhua, 12/06/2009)

Le secteur pharmaceutique n'échappe pas non plus à la règle. Il y a deux mois de cela, nous avons souligné le contraste saisissant offert par les réformes du système de santé en Chine et dans les pays impérialistes en déclin. Alors que dans les pays impérialistes en déclin, l'entretien du système de santé devient un luxe pour des bras devenant chaque jour un peu plus inutiles, en Chine, c'est sa très large extension qui est à l'ordre du jour !

Au printemps 2009, des chefs de service renommés des hôpitaux parisiens ont lancé un appel s'opposant au projet de loi Bachelot, qui amènera selon eux la victoire de la « médecine mercantile » « calant l'hôpital sur l'entreprise » et dont « les premières victimes seront les patients et les soignants », car au moment où « on organise des suppressions massives et injustifiées d'emploi d'infirmiers et d'aides soignants », le pouvoir du directeur, qui « pourra n'avoir aucune compétence médicale », sera renforcé.

(AFP, 17/04/2009) Si pour les réformistes, ces changements paraissent injustifiés, voire scandaleux, ils sont une nécessité pour la bourgeoisie qui sait qu'elle doit tout faire pour réduire le creusement de la dette de l'État bourgeois. La crise rend nécessaire de briser toutes les chaînes dorées que la bourgeoisie des pays impérialistes aujourd'hui au bord de l'implosion, a accordé à ses esclaves quand les affaires marchaient bien ! Au sein des pays impérialistes en déclin, le marché de la santé a donc de biens sombres perspectives.

A l'inverse, les analystes bourgeois remarquent déjà aujourd'hui qu'en Chine, « le marché des laboratoires médicaux connaît un boom » « grâce aux investissements du gouvernement dans la santé ». A la fin de l'année 2008, la Chine était déjà devenue le 6ème marché d'IVD (in vitro diagnostic), au gré d'un taux de croissance de 15 à 20 % au cours des dernières années. Il n'en fallait pas plus pour que dans les conditions de l'extension encore plus rapide du système de santé chinois, les firmes d'IVD étrangères voient dans la Chine « une opportunité réelle » pour « se développer dans un environnement économique difficile ». (Konaxis.net, 03/06/2009)

Cependant, pour ces investisseurs, le marché chinois est loin d'être un terrain vierge et s'annonce déjà comme aussi difficilement pénétrable qu'une forêt primaire. En effet, ces entreprises étrangères trouveront sur leur chemin des entreprises chinoises sur l'ensemble des segments du marché des IVD ! Ainsi, même dans le domaine le plus pointu des IVD – jusqu'à la chasse gardée des laboratoires des pays impérialistes en déclin –, des brèches se sont déjà ouvertes. Ces brèches, ce sont les mêmes que celles qui se sont ouvertes dans les domaines majeurs de l'industrie au cours des dernières années : appâtés par la perspective d'accéder et de conquérir un gigantesque marché avant des concurrents, certains monopoles étrangers en

viennent à s'implanter en Chine, même si c'est à la condition de concéder des transferts de technologie à l'impérialisme chinois... On connaît la suite... Mais dans le domaine des IVD, l'impérialisme chinois est passé directement à l'étape supérieure : la copropriété à Capital égal !

Ainsi, en juin 2008, Covance Inc. et WuXi Pharma Tech avaient annoncé la création d'une coentreprise de services précliniques en Chine. Le monopole américain, qui est l'un des poids lourds mondiaux du secteur – avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars en 2007 pour un bénéfice net de près de 176 millions de dollars –, a apporté 30 millions de dollars de financement. A la fin août, les locaux situés à Suzhou et s'étendant sur une surface de 3 ha étaient déjà en construction et seront mis en service à la fin de cette année. La Chine fournira donc très bientôt des services précliniques de recherches modernes conformes aux plus hauts standards de qualité internationaux, mais à un tarif imbattable... L'entreprise fournira ainsi aux laboratoires chinois, mais aussi « au marché international » « la toxicologie de BPL, le métabolisme médicamenteux et les services de chimie bio analytique ». (Konaxis.net, 25/08/2008)

Si Covance peut raisonnablement estimer avoir fait une bonne affaire en assurant sa survie à court terme – car à moyen terme, il serait étonnant que les firmes d'IVD à capitaux 100 % chinois ne déferlent pas sur le segment le plus prestigieux du secteur –, les firmes d'IVD concurrentes peuvent dès aujourd'hui se faire du souci : à la contraction de la demande dans les pays impérialistes en déclin s'ajoute maintenant l'émergence d'un redoutable rival concentrant l'expérience d'un des principaux monopoles mondiaux du secteur, à la compétitivité inégalée d'une main-d'œuvre chinoise à la fois bien formée et bon marché ! Pour les firmes concurrentes qui voudront également assurer leur survie, il faudra donc emprunter ce chemin, mais à des conditions

encore plus avantageuses pour l'impérialisme chinois !

Alors que les derniers lambeaux de "l'industrie de bazar" ont commencé à s'effondrer, cette ruée des monopoles des pays impérialistes au bord de la faillite vers l'Est chinois prend des allures d'une course contre la montre, car le temps est compté avant que d'autres secousses ne les fassent s'effondrer en totalité ! Ceux qui ne seront pas parvenus à mettre un pied à terre sur le territoire chinois disparaîtront alors.

Dans ces conditions, on peut raisonnablement estimer que les gouvernements des pays impérialistes concurrents de l'impérialisme chinois ne se lanceront pas dans une guerre inter-impérialiste frontale contre lui, non seulement parce qu'une fois passé l'effet de surprise le rapport de forces militaire ne resterait pas longtemps à leur avantage, mais aussi parce que ce ne serait pas dans l'intérêt de nombre des monopoles dont ils défendent les intérêts !

La Seconde Guerre Mondiale a prouvé que la bourgeoisie était prête à tout pour préserver son Capital. Alors que les Soviétiques – déterminés à ce que rien ne puisse servir à l'envahisseur –, n'hésitaient pas à détruire tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter quand ils furent forcés de battre en retraite dans les premiers mois de la guerre (le grand barrage hydroélectrique sur le Dniepr fut ainsi dynamité), l'impérialisme américain fit tout pour préserver ses investissements en Allemagne. L'impérialisme allemand représentait pourtant un dangereux concurrent pour l'impérialisme américain auquel il avait ravi des positions à la fin des années 1930, notamment en Amérique Latine.

L'usine Ford-Werke de Cologne et les usines Opel de Brandebourg et de Russelsheim – qui avaient pourtant été reconverties pour la production de guerre par l'impérialisme allemand ! –, furent ainsi "miraculeusement" épargnées par les bombardements anglo-américains tout au long du conflit.

L'impérialisme américain savait pourtant parfaitement où elles se trouvaient. Il faut dire, comme l'a montré l'historien Jacques R. Pauwels dans son ouvrage *Le mythe de la bonne guerre* (Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale), que « pas une seule fois, durant leur régime de terreur, les nazis n'entreprirent la moindre tentative pour changer les statuts de propriété de Ford ou d'Opel ». Ainsi, « même durant la guerre, Ford garda ses 52 % d'actions de la Ford-Werke de Cologne, et General Motors resta le seul propriétaire d'Opel. » Tout au long du conflit, les pays impérialistes anglosaxons laissèrent quasiment intacte l'industrie de l'armement allemande. Ils savaient bien que l'essentiel de sa production était envoyé pour combattre sur le Front de l'Est ! Rappelons qu'au lendemain même de l'agression nazie contre l'URSS, le très influent sénateur Harry Truman – qui accéda à la présidence américaine en avril 1945 à la mort de Roosevelt –, avait déclaré :

« Si nous voyons que l'Allemagne gagne nous devons aider la Russie et si la Russie gagne nous devons aider l'Allemagne et ainsi qu'elles s'entre-tuent le plus possible, bien qu'en aucune circonstance je ne veuille voir Hitler sortir vainqueur. » (New York Times, 24 juin 1941.)

On voit donc mal aujourd'hui l'impérialisme américain chercher à détruire les grands centres industriels chinois où sont implantés nombre de monopoles américains ! Les gouvernements des pays impérialistes ruinés deviendront alors des gouvernements bourgeois-compradore intimement liés à l'impérialisme chinois.

Bien sûr, ils auront à faire face non seulement au mécontentement des masses exploitées, mais également à l'opposition de certaines couches bourgeoises victimes de la décomposition économique : la petite et moyenne bourgeoisie bien sûr, mais aussi les éléments les plus lésés de la bourgeoisie monopoliste n'étant pas parvenus à

délocaliser leurs activités en Chine. C'est à ce type d'oppositions que dut faire face Gorbatchev – le chef de la fraction compradore de la bourgeoisie monopoliste russe –, lors de l'effondrement du social-impérialisme soviétique. Cependant, on peut s'attendre à ce que cette dernière fraction représente une tendance minoritaire pour deux raisons essentielles.

D'abord parce que sous l'impérialisme, c'est le poids des entreprises monopolistes qui est déterminant dans la vie économique, or la quasi-totalité de ces entreprises est implantée en Chine, comme nous l'avions déjà souligné dans *Impérialisme et anti-impérialisme*. De toute évidence, ces entreprises refuseront de prendre le risque de perdre leurs meilleurs investissements !

Ensuite parce que le degré de parasitisme de la division internationale du travail caractérisant les "économies de bazar" serait un obstacle matériel insurmontable à la mise en place d'une politique bourgeoise protectionniste visant à leur réindustrialisation. Pour réindustrialiser, il faudrait construire en très grand nombre de nouvelles usines dans une multitude de branches d'industries aujourd'hui délocalisées. Cela nécessiterait de posséder une industrie mécanique capable de s'acquitter de cette tâche. Or les chiffres de la production de machines-outils prouvent qu'à l'exception du Japon, les pays impérialistes en déclin possèdent une très grande dépendance vis-à-vis des machines-outils d'importation. Et il ne faudra pas compter sur l'impérialisme chinois pour développer leur industrie mécanique : il y a trois décennies déjà, les marxistes-léninistes albanais en ont fait l'expérience.

Les mêmes obstacles se poseraient pour toutes les branches de "l'industrie de bazar" basées sur l'assemblage et la finition de biens intermédiaires d'importation. Ainsi, même les monopoles du secteur militaro-industriel américain ont une dépendance extrême

vis-à-vis de composants électroniques importés d'Asie ! Rappelons que les monopoles du complexe militaro-industriel du social-impérialisme soviétique – dont le poids était pourtant déterminant dans son industrie –, durent eux-mêmes s'incliner à cause de leur retard dans le domaine de l'électronique, un retard qui les rendait nécessairement dépendants de composants électroniques d'importation alors fabriqués dans des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain...

C'est pourquoi la rivalité aiguë entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ne prit jamais la forme d'un affrontement militaire direct opposant les deux pays impérialistes et se limita le plus souvent à l'usage des méthodes semi-coloniales les "révolutions colorées" et des putschs militaires. Si le colonialisme et l'agression militaire directe furent à l'occasion employés, ce fut dans un cadre qui ne dépassa jamais celui des pays dépendants qui étaient les enjeux de ces rivalités inter-impérialistes. C'est une histoire comparable qui se répète aujourd'hui dans le cadre de la rivalité principale entre l'impérialisme chinois et ses concurrents en déclin. Rien d'étonnant à ce que dans ces conditions, la question de la dissuasion nucléaire revienne au premier plan, que ce soit dans les pays dépendants ne souhaitant pas être victimes d'agressions coloniales (Iran, Corée du Nord), ou entre les protagonistes impérialistes souhaitant s'assurer qu'un concurrent n'envisage pas sérieusement de faire usage de la force (nouvelles négociations américano-russes sur la réduction des armes stratégiques au moment où le traité START I arrive à expiration).

Les exigences de la lutte de classe contemporaine : surmonter le social-réformisme et se préparer à des bouleversements majeurs !

Comme nous l'avions déjà souligné, si la crise touche évidemment en premier lieu les travailleurs, elle n'épargne pour autant pas la grande bourgeoisie. Selon le World Wealth Report 2009, le nombre de personnes détenant au moins 1 million de dollars d'actifs, résidence principale et biens de consommation exclus, a diminué de près de 15 % en 2008 par rapport à l'année précédente et leur fortune a diminué de près de 20 %. Les grands bourgeois sont donc moins nombreux et moins riches ! En 2008, ils n'étaient donc plus que 8,6 millions à détenir une fortune de 32 800 milliards de dollars, contre 10,1 millions l'année précédente pour une fortune de 40 700 milliards de dollars.

Les pays où les millionnaires ont été les plus touchés sont évidemment en premier lieu les pays où a commencé la crise, à l'instar des USA, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Espagne qui ont perdu entre 19 et 26 % de leur population fortunée. La Russie et l'Inde ont également été très durement éprouvées avec une chute comprise entre 29 et 32 %, alors que la Chine a été relativement épargnée avec une chute d'à peine 12 %. Si l'Allemagne et le Japon ont eux aussi été relativement épargnés en 2008 (avec une chute inférieure à 10 %), c'est en raison de l'effondrement plus tardif de leur production industrielle. Celle-ci n'a commencé à s'effondrer sensiblement qu'à partir de novembre, alors que la production industrielle de pays comme les USA et la Russie avait entamé son déclin dès septembre-octobre.

Si la baisse chinoise était légèrement supérieure que celle de l'Allemagne et du Japon à la fin de l'année 2008, ce ne sera plus le cas en 2009. Les mois de septembre à novembre ont été les plus mauvais pour l'industrie chinoise qui n'a commencé à se redresser qu'en décembre. Le relèvement total de la production indus-

trielle chinoise depuis le début de l'année 2009 aura nécessairement comme effet d'accroître le nombre de millionnaires chinois, tandis que celui des principaux pays concurrents aura continué à s'effondrer. En conséquence, il se peut très bien que les millionnaires chinois, après être passés en 5ème position mondiale en 2007 devant la France, et en 4ème position mondiale en 2008 devant le Royaume-Uni, conquièrent bientôt en 1ère position mondiale, devant les USA, le Japon et l'Allemagne. Au 1er trimestre 2009, le PIB japonais s'est contracté à un rythme annuel de 14,2 % (Xinhua, 11/06/2009), une contraction qui entraînera une véritable hécatombe dans les rangs de la bourgeoisie japonaise.

« La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XXe siècle, est celle-ci : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il est indispensable que les exploiters ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. En d'autres termes, cette vérité c'est que : la révolution est impossible sans une crise de toute la nation (affectant exploités et exploiters). » (Lénine, Œuvres choisies, Tome II, Édition numérique, p. 360)

À n'en pas douter, la crise économique actuelle remplit ces conditions et fournit la base objective à l'ouverture d'une nouvelle ère de révolutions à l'échelle internationale, que ce soit dans les pays dépendants ou dans les pays impérialistes en déclin. Les perspectives révolutionnaires se-

ront cependant compromises dans les conditions actuelles de l'inexistence de Partis communistes marxistes-léninistes capables d'orienter la contestation sociale dans un sens révolutionnaire. L'effondrement du social-impérialisme russe a prouvé que sans un tel Parti, une situation de crise même très aiguë, ne pouvait pas aboutir au renversement des classes exploiteuses. En l'absence de Parti communiste marxiste-léniniste et dans le cadre de la décomposition de "l'économie de bazar", la fronde sociale sera inévitablement détournée sur les rails du protectionnisme bourgeois réclamant la réindustrialisation. Mais la décomposition de "l'industrie de bazar" a atteint un degré très élevé qui rend impossible ce processus. La volonté de "réindustrialisation" sera alors employée par la bourgeoisie compradore des ex-métropoles impérialistes comme un slogan destiné à mystifier les masses exploitées. S'il devient une réalité, ce ne sera que parce qu'il sera devenu avantageux pour l'impérialisme chinois de délocaliser quelques industries à basse composition organique en Capital !

Le chemin de la révolution sera encore plus complexe en ce qui concerne l'impérialisme chinois. Dans notre précédente étude, nous avons en effet déjà souligné que l'impérialisme chinois disposait d'atouts essentiels face à ses concurrents du point de vue de la stabilité sociale. La résistance remarquable de l'économie chinoise, alliée à une compréhension très pointue des problèmes économiques et sociaux de la part des représentants politiques de l'impérialisme chinois, ne peut que renforcer cette tendance fondamentale. La bourgeoisie chinoise, si elle sera évidemment impactée par la crise, le sera cependant dans des proportions inférieures aux bourgeoisies des pays concurrents. Dans ces conditions, les risques d'un embourgeoisement

ment du prolétariat chinois sont évidemment très élevés. De tous les détachements d'avant-garde du prolétariat mondial, c'est sans aucun doute celui du prolétariat chinois qui aura la tâche la plus ardue.

"Un printemps harmonieux", "La Chine du siècle nouveau", "Mon pays natal est si beau", "La mère-patrie et moi", "Patrie, tous mes vœux de bonheur !", "L'amour pour la Chine", "Je suis fier de ma patrie" –, tels sont les titres de quelques-uns des clips musicaux diffusés sur CCTV-F au cours du mois de juin.

Il n'est pas difficile de se rendre compte de la différence fondamentale de leur contenu avec celui de clips diffusés dans les pays impérialistes en déclin où la décomposition de "l'économie de bazar" se reflète dans une culture toujours plus décadente, anti-matérialiste et anti-prolétarienne qui fait les choux gras d'artistes-prostitués représentant la fraction la plus dégénérée de la bourgeoisie.

L'impérialisme chinois a émergé dans la lutte contre l'oppression coloniale et féodale. La culture qui accompagne son essor présente donc des traits communs progressistes avec celle de bourgeoisies d'Europe quand elles se battaient contre le féodalisme. Par son héritage anti-colonial, elle peut même revêtir des traits communs à celle de cultures socialistes et anti-impérialistes. La chanson Louanges du célèbre auteur-interprète chinois Hu Songhua, diffusée le 5 juin sur CCTV-F, reflète parfaitement ces aspects :

« De la prairie,
j'arrive à la place Tian'an Men
En levant une coupe d'or,
je chante les louanges de la mère-patrie
On remercie le Parti communiste
On célèbre la libération nationale
Notre mère-patrie se dresse fièrement à l'Est
Elle lance des éclairs éblouissants,
comme au lever du soleil
Les frères des 56 ethnies,
s'y réunissent dans la joie,
en faisant l'éloge de la puissance
et de la prospérité de notre patrie »

On verrait mal dans nos pays des artistes chanter ce genre de choses ! Même s'ils le voulaient, le fossé avec la réalité apparaîtrait bien trop flagrant ! Ces chants illustrent à eux seuls le nouveau rapport de forces inter-impérialiste international qui émerge aujourd'hui. Alors que dans les pays impérialistes au bord de la faillite, la décomposition économique et sociale creuse chaque jour un peu plus le fossé entre les masses exploitées et les élites bourgeoises, la prospérité économique indéniable de l'impérialisme chinois permet au contraire à la bourgeoisie monopoliste d'État d'atténuer les conflits sociaux et même de rassembler l'immense majorité des masses exploitées sous le drapeau du nationalisme bourgeois ! En Chine, la prospérité économique aidant, le mensonge réformiste bourgeois selon lequel "le peuple est un tout uni" semble en effet avoir un certain fondement matériel.

Mais la Chine nationaliste étant devenue un pays impérialiste, le nationalisme bourgeois a largement débordé du cadre patriotique hérité de la lutte contre l'occupant étranger. Dans ces conditions, les aspects beaucoup plus réactionnaires du nationalisme bourgeois prospèrent et servent d'instrument aux visées impérialistes de la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise. La chanson intitulée Les Chinois, interprétée par Nicholas Xie au cours d'un récent concert à ciel ouvert à Canton – 3ème plus grande ville de la Chine continentale derrière Pékin et Shanghai –, et rediffusée sur CCTV-F le 6 juillet en fournit une parfaite illustration :

« Il n'y a jamais eu de blessure inguérissable
Il n'y a qu'une force qui a traversé les âges
Tous les chinois disséminés sur cette terre,
sont bien résolus à assumer de nouvelles tâches
La race jaune est venue sur la terre,
la tête haute et le buste droit
Les chinois s'avancent sur le chemin,
et le monde sait qu'ils sont différents

Plus le monde devient instable, plus ils sont braves
Ils trouvent leur voie dans ce monde en mutation
Sans hésiter, ils s'aventurent aux quatre coins du monde
Après 5000 ans, leur moment est enfin venu ! »

Dans le contexte de la décomposition des "économies de bazar" des pays impérialistes concurrents, la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise a donc aujourd'hui toutes les chances de voir se réaliser le vieux rêve de Sun Yat-sen et de Mao Tsé-toung : l'avènement d'un "socialisme" synonyme « d'un état d'aisance générale ». (Impérialisme et anti-impérialisme, pp. 112)

Mais en attendant l'avènement de ce "socialisme", elle ne baisse pas sa garde : elle veille d'abord avec les armes aux "révolutions colorées" dans ses régions périphériques, elle prépare ensuite l'anéantissement de leur base matérielle et cherche à désamorcer les détonateurs sociaux. Dernièrement, dans le cadre du renforcement de la lutte contre la corruption, le secrétaire général du Conseil des Affaires d'État a ainsi appelé « les bureaux de réception des plaintes à tous les échelons du pays à travailler dur » afin d'assurer « la réforme, le développement et la stabilité sociale ». (Xinhua, 21/06/2009) La bourgeoisie monopoliste d'État chinoise a bien compris que la stabilité sociale est un paramètre que la crise économique va mettre à très rude épreuve à travers le monde, et là encore, elle est indéniablement la mieux préparée et armée pour affronter ce danger.

Alors que l'impérialisme chinois met à l'ordre du jour l'extension des services de secours social, les élites des pays bourgeois concurrents sont forcées de procéder au contraire à leur démantèlement ! Ainsi, le premier ministre français a déclaré dernièrement que face à l'allongement de la durée de vie, « il n'y a pas d'autre solution pour sauver nos régimes de retraite que de travailler plus longtemps ». Brice Hortefeux, ministre du Travail, avait déjà

averti qu'il n'y avait que trois solutions face au problème posé par le financement des retraites : « diminuer les pensions », « augmenter la durée de cotisation » ou « reporter l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans ». (Nouvelobs.com, 27/06/2009)

En 1982, l'âge du départ légal à la retraite avait été fixé à 60 ans. Or l'espérance de vie a augmenté de 75 à 81 ans durant la période 1982-2008. Pour une augmentation de la durée de vie de 6 ans, la bourgeoisie veut donc aujourd'hui obtenir un recul de 7 ans de l'âge légal de la retraite ! On peut aussi se demander si les nouveaux retraités de 67 ans seront en meilleure santé que leurs prédécesseurs à 60 ans... Pour la bourgeoisie, c'est un moyen supplémentaire de pressurer au maximum les esclaves salariés tant qu'ils sont suffisamment valides. Et pour les seniors qui n'auront pas rempli les obligations légales, notamment en terme de durée de cotisation, la sanction tombera : une retraite à taux partiel permettant à l'État bourgeois de réaliser encore de substantielles économies !

Le démantèlement progressif du régime de retraite bourgeois peine cependant à compenser la hausse rapide du taux de chômage qui creuse le déficit de l'assurance chômage. Le président de l'Unedic a déclaré que l'assurance chômage souscrirait ainsi un emprunt de 3 milliards d'euros à l'automne sous la forme de billets de trésorerie. (Nouvelobs.com, 27/06/2009)

Bien peu de travailleurs "bénéficieront" donc de la nouvelle retraite à 67 ans, car à terme, l'aggravation de la décomposition de l'économie de bazar posera des problèmes similaires à ceux qui se sont posés au social-impérialisme soviétique au moment de son effondrement : la déclaration en

faillite de l'ensemble du système de protection sociale bourgeois : éducation, santé, retraites ! C'est indéniablement ce que montre le cas californien.

Dans la situation actuelle, les politiques menées par les bourgeoisies impérialistes en déclin sont le plus souvent un mélange de politiques de relance keynésiennes creusant le déficit des États, et de mesures héritées des PAS visant à réduire la fraction sociale des salaires et l'endettement public. Un cocktail forcément inefficace qui a comme principal défaut de faire retomber le poids financier et social de ces mesures sur le dos des masses exploitées !

Si le premier ministre français a jugé « naturel » que le climat social « soit tendu dans une période aussi difficile que celle que nous traversons actuellement », il a cependant relativisé la gravité de ces tensions en se félicitant du fait que « le sens de la responsabilité l'emporte chez les partenaires sociaux ». (AFP, 15/05/2009) Cette reconnaissance de dette de l'un des premiers représentants de l'impérialisme français à l'égard des partis politiques et des syndicats réformistes donne une illustration concrète de leur rôle d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Dans le contexte d'une mise au goût du jour des PAS, les masses exploitées n'ont donc absolument rien à attendre de ces organisations devenues inutiles et nuisibles – sauf pour l'ordre exploiteur dont elles sont le dernier rempart ! Dans les conditions de la décomposition de "l'économie de bazar", il ne peut être question d'étendre ou même de voir sauvegarder les sacro-saints "acquis sociaux" dont les réformistes font depuis des décennies leur cheval de bataille.

Lors de la dernière journée de mobilisation intersyndicale contre la politique anti-crise du gouvernement, les défilés ont réunis 6 à 8 fois moins de manifestants qu'au cours de la précédente journée (1er mai) et entre 19 et 20 fois moins de manifestants qu'au cours de la journée du 19 mars. De toute évidence, le mouvement tend à s'affaiblir et les responsables syndicaux dont ce type de journées est le mode "d'action" favori y voient « la faute à une usure des salariés ». Mais selon un sondage BVA, l'usure ne serait pas le premier facteur : si 3/4 des français disent soutenir ce mouvement, seulement 1/3 estiment « qu'il pourrait inciter le gouvernement à modifier sa politique ». (L'express.fr, 13/06/2009) Ainsi donc, les réformistes ont de plus en plus de mal à convaincre les larges masses travailleuses de l'utilité de leurs "actions", une partie croissante des exploités comprenant qu'elles seront incapables d'infléchir la politique des représentants de la "démocratie représentative" !

Autre manifestation évidente de cette tendance lourde accompagnant la décomposition économique des pays impérialistes en déclin que nous avons déjà souligné dans Impérialisme et anti-impérialisme (pp. 298-299), selon un sondage publié par Le Figaro, 80 % des français estiment aujourd'hui « que le PS est en danger de mort », à l'instar du P"C"F qui « est mort faute d'avoir su vivre avec son temps ». (Xinhua, 12/06/2009)

Dans Impérialisme et anti-impérialisme, nous avons déjà souligné l'urgence de la création de Partis communistes marxistes-léninistes capables d'intégrer à leur tactique le nouveau rapport de forces impérialistes qui se faisait alors déjà jour. La crise actuelle n'a fait que rendre cette urgence encore plus pressante !

Messieurs les impérialistes, vous ne ferez pas disparaître l'idéologie communiste !

Déclaration du secrétariat du C.C. du P.C.B.tUS a propos de l'adoption, par l'assemblée parlementaire de l'O.S.C.E., d'une résolution qui a mis sur un même pied le stalinisme et le nazisme.

Article publié dans « Nouvelles d'URSS », no 99, septembre-octobre 2009



Le 3 juillet 2009, l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.) a adopté la résolution «Réunification de l'Europe divisée: défense des droits de l'homme et des libertés civiques dans la région de l'O.S.C.E. au XXe siècle». Cette «résolution» «condamne» les «crimes du stalinisme» en mettant sur un même pied le «stalinisme» et le nazisme et exige de la Russie (membre de l'O.S.C.E.) qu'elle renonce aux manifestations à la gloire du passé soviétique et «s'affranchisse des structures» qui «enjolivent cette histoire».

Cette «résolution» «appelle instamment les États membres de l'O.S.C.E. à ouvrir leurs archives historiques et politiques», «à encourager et soutenir l'activité des O.N.G. qui réalisent un travail civilisateur de recherche scientifique sur les crimes

des régimes totalitaires» et beaucoup d'autres choses encore dans le même esprit. (Il s'agit naturellement de la Russie plus spécialement, et non pas des États européens. Nous considérons tout cela comme une incitation à une nouvelle «réécriture» et à la falsification de l'histoire de l'U.R.S.S.)

Cette «résolution», comme cela y est mentionné, a été adoptée en appui à l'«initiative» de l'Union européenne de «déclarer le 23 août -- c'est-à-dire le jour de la signature il y a 70 ans du pacte Molotov-Ribbentrop -- journée européenne commune du souvenir des victimes du stalinisme et du nazisme au nom de la conservation du souvenir des victimes des déportations et, exécutions massives».

Tout en mettant sur un même pied, dans un esprit de propagande goebbelsienne, le «stalinisme» et le nazisme, ce qui est politiquement d'une ignorance crasse et d'une pro-

fonde absence de logique, les auteurs de cette «résolution» n'ont pas soufflé mot, on ne sait pourquoi, de la nécessité de lutter contre le nationalisme extrémiste juif, ce nazisme moderne, ou sionisme, qui a présent n'a pas renoncé à ses prétentions à la domination mondiale et qui, en sa qualité d'idéologie d'État des E.-U.A. et d'Israël, commet des horreurs au Proche-Orient, exterminant physiquement la population arabe. En ce qui concerne les É.-U.A., les faits de génocide commis par cet empire du mal dans de nombreuses régions du monde sont plus que suffisants. Tout en mettant en relief dans cette «résolution» le «caractère unique de l'Holocauste» comme étant le plus important (en l'absence de données documentaires quelconques à propos des 6 millions de ses victimes dont il est fait la réclame à présent; -- remarque des auteurs de la présente Déclara-

tion), les auteurs de cette «résolution» ont oublié de dire, on ne sait pourquoi, que c'est précisément le «totalitarisme stalinien» qui a sauvé les Juifs de l'extermination totale par les hitlériens, ayant payé pour cela des millions de vies de Soviétiques sur les fronts de la Seconde Guerre mondiale et à l'arrière.

L'Europe occidentale a également oublié que c'est précisément l'Angleterre, la France et les États-Unis D'Amérique qui ont élevé la bête nazie, qui l'ont lancée vers l'Est, qui ont fait avorter la création du système européen de résistance collective à Hitler. Les monopoles et les banques industriels de ces pays ont pris une part directe au financement et à la renaissance des forces armées du Reich fasciste; ils ont permis à Hitler, sans qu'il ait à tirer un seul coup de feu, d'accomplir l'Anschluss de l'Autriche (mars 1938); le 29 septembre 1938, les dirigeants de la Grande-Bretagne et de la France -- Chamberlain et Daladier (avec l'appui du président des É.-D.A. Roosevelt) -- ont, avec Hitler et Mussolini, manigancé l'Accord perfide de Munich qui a offert la Tchécoslovaquie en sacrifice aux rapaces fascistes.



Ce sont précisément les impérialistes de ces pays qui, haïssant le pays du socialisme et après s'être entendus avec les nazis hitlériens, sont les coupables du déclenchement de la sanglante boucherie mondiale. Quant à l'Union soviétique, «régime totalitaire» que l'Europe «condamne» à présent avec tant de hargne, c'est elle qui, sous la direction de I. V. Staline, a écrasé les hitlériens, sacrifiant en cela 25 millions de ses vies (comparez aux 6 millions de l'holocauste) pour sauver les peuples d'Europe de leur réduction à l'état d'esclaves du fascisme et, pour nombre de nations, de leur extermination.

Il vaut la peine de rappeler à l'Europe, qui a perdu la mémoire, que l'Union soviétique stalinienne a été créatrice de la Coalition antihitlérienne et fondatrice du Tribunal militaire international de Nuremberg dont le verdict a condamné les crimes du nazisme, ainsi que désigné les auteurs de ces crimes. Quant à la «résolution» de l'O.S.C.E., au fond elle réhabilite le nazisme.

Cette «résolution» de l'O.S.C.E. a été adoptée grâce à la passe que lui ont faite les néo-nazis des pays de la Baltique et de Slovaquie qui vivent en toute liberté et en parfaite intelligence dans l'Europe «libre». L'Europe occidentale, qui «condamne» le nazisme avec tant de hargne, ne voit, lui crevant les yeux, ni les marches provocatrices des SS lituaniens, estoniens et lettons des commandos de représailles hitlériens qui défilent dans les capitales de ces États; ni l'héroïsation des criminels nazis au niveau de héros d'État; ni l'élévation de l'idéologie nazie au rang d'idéologie d'État comme cela a lieu en Ukraine et dans les pays de la Baltique; ni les «non-citoyens» d'expression russe qui sont privés non seulement de leurs droits politiques, mais également des droits les plus élémentaires de l'homme et sont le tiers de la population des pays de la Baltique;

ni les destructions barbares, par les nazis des pays de la Baltique, de monument honorant la mémoire des combattants soviétiques qui ont donné leur vie pour libérer ces pays du nazisme, etc., et de nombreux autres actes de renaissance du nazisme dans les pays de la Baltique et, de plus, en Europe même.

La croisade anticommuniste de l'«Europe réunifiée» se renforce partout dans les conditions de la crise mondiale qui s'approfondit toujours plus, rapprochant le krach du système impérialiste. Au début de 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (A.P.C.E.) a adopté la «résolution» 1481 « De la nécessité de la condamnation, par la communauté internationale, des crimes des régimes communistes totalitaires ». Les impérialistes sentent bien que l'explosion sociale approche et tentent de la retarder par tous les moyens, dont ceux de la calomnie des dirigeants communistes, de l'idéologie communiste elle-même et de la période soviétique de l'histoire. Une campagne déchaînée est en cours pour imposer à la société un anticommunisme militant. Tous les États impérialistes renforcent leurs structures de représailles pour lutter contre leurs propres peuples.

Mais, en dépit de la puissante propagande anticommuniste, l'intérêt de la société pour «Le Capital» de K. Marx s'est accru en Occident. Les idéologues impérialistes sont inquiets de la croissance du prestige de I. V. Staline, malgré le puissant dénigrement de son activité et des remarquables réalisations du peuple soviétique.

L'O.S.C.E. (Organisation pour la sécurité collective en Europe), l'A.P.C.E. (Assemblée permanente du Conseil de l'Europe) et les autres organisations européennes internationales analogues, qui adoptent, avec une persévérance maniaque, toutes sortes de résolutions anticom-

munistes «terribles», se sont transformées aujourd'hui en un instrument de pression politique sur la Russie dans les intérêts de l'impérialisme américain et européen, exigeant d'elle qu'elle «se repente» pour ses «crimes» imaginaires. Ces organisations, et de plus grassement financées par la Russie(!), se sont depuis déjà longtemps écartées des buts pour lesquels elles avaient été créées. La Russie n'a à se repentir de rien et il serait temps pour elle de sortir de ces organisations devenues odieuses, laissant l'Europe «libre» nettoyer elle-même les écuries d'Augias de son nazisme et de son totalitarisme dans sa propre maison.

A l'honneur de la Grèce, son représentant de concert avec la Fédération de Russie, ont condamné la «résolution» adoptée par l'O.S.C.E., tandis que le représentant de la France l'a assimilé à une «chasse aux

sorcières», bien qu'il ait voté «pour». A Moscou, cette «résolution» a été appelée «nouvelle démarche politique contre la Russie» au seuil de l'anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale. Le vice-dirigeant du Comité de la Douma d'État pour les affaires internationales A. Kozlovski, qui était à la tête de la délégation de la Russie à la session de l'Assemblée parlementaire de l'O.S.C.E., a déclaré que la mise sur un même pied du régime nazi et de l'Union soviétique staliniste, « qui a apporté une contribution décisive à l'écrasement du fascisme, constitue un outrage à l'histoire » «Vesti.Ru»). «Ceux qui mettent à un même niveau le nazisme et le stalinisme ont oublié que c'est précisément l'Union soviétique staliniste ... qui a apporté la plus grande contribution à la cause de la libération de l'Europe du fascisme». Le député a également fait

remarquer que «la résolution adoptée conduit cette affaire au schisme».

Toutes les résolutions et déclarations de l'A.P.C.E., de l'O.S.C.E. et autres organisations de haine qui sont en contradiction avec la marche de l'histoire, avec les faits historiques, et qui servent idéologiquement la classe du capital en train de quitter la scène mondiale, ne sont pas en mesure d'arrêter la marche inexorable de l'histoire vers le communisme.

L'humanité balaiera l'impérialisme de la voie de son développement et créera la civilisation communiste qui en finira pour toujours avec les guerres, l'exploitation et l'oppression et permettra son libre développement à chaque peuple, à chaque personnalité humaine.

N. A. Andréyeva

Secrétaire générale du C.C. du P.C.B.tUS

LÉNINGRAD, le 6 juillet 2009

 Abonnez-vous à l'édition française de NSC DEMANDE D'ADHÉSION		
Port compris 6 numéros	POUR LE CANADA \$25,	POUR L'ÉTRANGER \$35.00
Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements de soutien		
Chèque à l'ordre de Dr Adélar Paquin		6801 Gouin E # 102 Montréal Nord Canada H1G 6L2

Rapport du Dr Adélar Paquin à la rencontre du Comité de l'Exécutif du Conseil International et du Conseil d'administration de NSC.

Toronto les 10-11 octobre 2009

Extraits



Pour le succès de cette réunion importante, pour notre développement futur et aussi pour accomplir les tâches de notre organisation j'ai pensé que c'était essentiel de faire quelques commentaires. Tout d'abord, il est nécessaire de comprendre que nous vivons une situation complètement nouvelle : une crise du système de l'impérialisme mondial, la naissance d'un nouvel ordre mondial dominé par l'impérialisme chinois, la fin et la faillite de l'impérialisme américain et de tous les impérialismes en déclin.

Malheureusement, dans tout le contexte de cette crise et de son développement, il n'y pas eu parmi nos membres de débats sérieux. Les bons articles sur la crise furent très peu nombreux. Quelques Marxistes ont bien reconnu, que cette crise était une crise de surproduction, mais sans aller à reconnaître que nous vivons une nouvelle étape du développement de l'impérialisme : la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial et une nouvelle division internationale du travail. Nous oublions les enseignements de Lénine, qui dans son travail « l'impérialisme, étape suprême du capitalisme, » a écrit "la période de l'impérialisme se distingue par un développement économique et politique extrêmement iné-

gal des pays capitalistes". Dans un article de Lalkar, même notre camarade Ludo Martin n'a pas mentionné cette loi. Il n'a pas reconnu que ce développement inégal est la cause principale de cette crise de surproduction.

Je pense que la mauvaise compréhension de cette crise actuelle apporte de l'eau au moulin du révisionnisme.

En fait, comment pouvons-nous diriger notre travail dans une situation dont nous ne comprenons néanmoins rien. C'est pourquoi il est plus que temps de réfléchir aux buts de notre organisation et à ce que nous pouvons faire pour les réaliser.

J'estime que le point le plus important qu'il est nécessaire de discuter ici en considération de l'avenir de notre Organisation dans la réalisation de nos buts : la résurrection de l'URSS et du socialisme, est l'orientation de notre organisation. Si nous ne réussissons pas à changer officiellement notre orientation, nous ne réaliserons jamais nos buts. Nous ne pouvons pas sûrement le faire avec ennemis du bolchevisme...

Nous connaissons tous notre histoire, je n'ai pas à toute la répéter. En fait malheureusement à notre Premier Congrès Mondial, au nom de l'unité et pour plaire aux anti-stalinistes et anti-bolcheviks, (comme Prigrine, par exemple), nous avons donné à notre Organisation une révisionniste et anti-bolchevique orientation

Nous avons choisi alors une unité révisionniste, oubliant le conseil de Lénine " les ouvriers ont besoin de l'unité avec les Marxistes et non pas l'unité avec les ennemis du bolchevisme". Il est donc important de redéfinir l'unité que nous voulons : une unité révisionniste ou une unité

marxiste - léniniste et quel URSS et quel socialisme nous voulons, de Khrouchtchev ou de Staline Dans le passé j'ai fait beaucoup de propositions, concernant cette nouvelle orientation, cette unité, particulièrement à notre réunion d'octobre de l'année dernière, mais mes propositions n'ont provoqué aucun intérêt, aucune discussion.

La nécessité actuelle d'une analyse dans le combat pour l'unité de tous ceux qui veulent travailler pour réaliser nos buts, conscient que cette unité est la première condition de réaliser nos tâches révolutionnaires, est en ce moment, notre tâche la plus importante.

Certainement notre organisation n'est pas un parti, nous n'avons pas être marxistes-léninistes pour y adhérer, mais nous sommes une organisation avec des buts spécifiques et nous devons admettre dans nos rangs seulement ceux-##là qui veulent travailler à la réalisation de ces buts, non nos ennemis. C'est pourquoi il est urgent de mettre devant leur responsabilité ceux qui ralentissent l'unité réelle de ceux qui veulent améliorer leur connaissance du marxisme dans notre organisation.

Nous devons améliorer notre formation idéologique par un débat minutieux sur les questions essentielles actuelles ou passées parce que l'absence d'un tel débat est le danger le plus grand et le plus grand obstacle pour la construction d'un parti marxiste-léniniste aujourd'hui et d'une internationale communiste.

Devant l'urgence de la situation actuelle, il est essentiel de régler aussi rapidement que possible ces questions. Il est nécessaire de revitaliser notre combat idéologique.

Une autre question. À nos réunions, nous continuons à nous répéter les mêmes slogans «une nouvelle Internationale est nécessaire etc.» sans aucune analyse concrète de la situation concrète.

Je pense qu'une organisation comme la nôtre ne peut pas construire un parti communiste ou une Internationale communiste, mais peut préparer et aider les gens pour ces tâches, Tout est une question de priorités.

Rester en contacts avec la réalité est plus essentiel que jamais. Faisons ce que nous pouvons, mais le mieux possible.

Notre organisation doit fournir un forum pour le débat et la résolution de nos différends idéologiques. En travaillant dans notre organisa-

tion, les membres de partis et d'organisations différentes peuvent apprendre à se connaître et avoir confiance l'un en l'autre et peuvent discuter franchement et fraternellement.

À cet égard la publication de NSC dans toutes ses versions (anglaise, française, espagnole et russe) devient plus importante que jamais. Nous devons continuer à faire de notre mieux pour en améliorer le contenu.

La dernière chose: je pense que c'est perdre notre temps que de parler d'un autre Congrès, nous n'y sommes pas préparés. Et le pire est à venir concernant la crise.

Nous devons toujours nous souvenir que les buts de NSC est de réhabiliter le socialisme et l'URSS de Lénine et Staline, et que nous ne de-

vons pas impliquer dans notre travail ceux qui travaillent à nous déstabiliser.

À bas l'impérialisme

Vive la révolution socialiste.

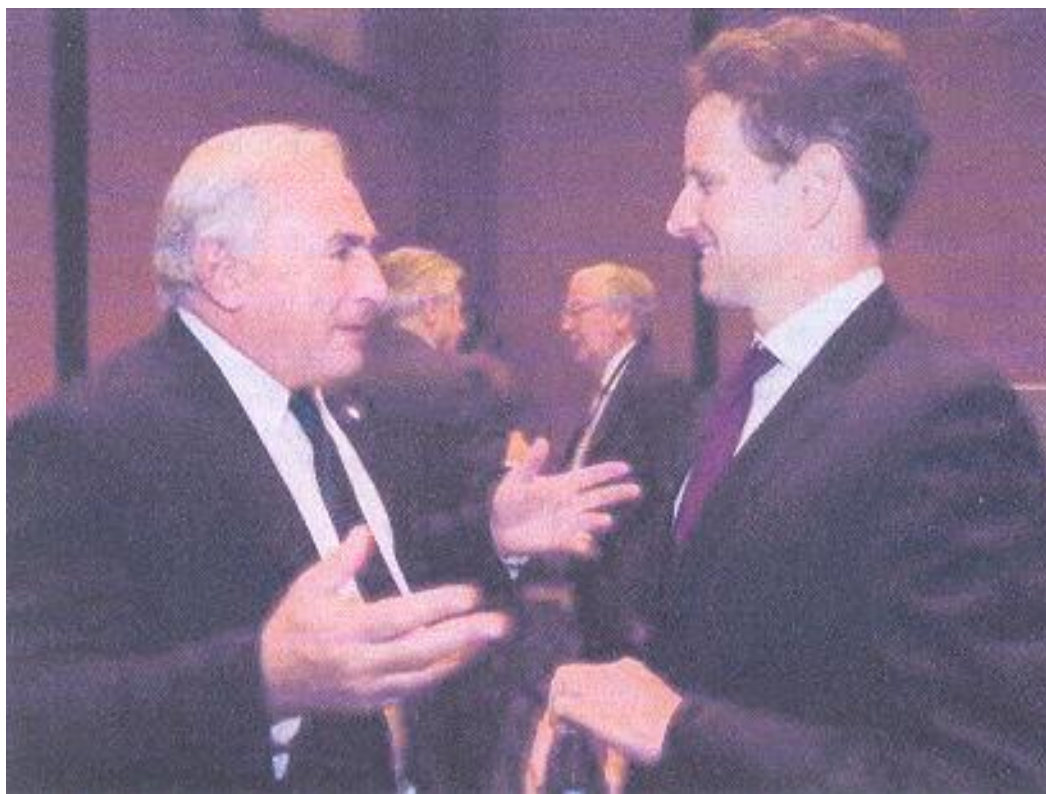
Dr Adélarde Paquin

Note: Étant absent, cause maladie, mon rapport fut présenté par le Président Michael Lucas et voici ce qu'il m'a écrit : Cher Adélarde: Tous te saluent pour ton dur travail et ta vigueur. Il y a eu beaucoup de discussion concernant ton rapport et chacun a reconnu que nous devons surmonter les points faibles que tu a mentionnés. J'ai reçu un courrier électronique de Viktor (de Moscou) disant que ton rapport a été discuté et que tous étaient d'accord avec tout que tu as exposé.

Michael



Renforcement du FMI et de la Banque mondiale



par Damien Millet, Eric Toussaint, Renaud Vivien
voltaire.net.org

Le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, discute avec son principal mandant, le secrétaire au Trésor des États-Unis, Tim Geithner (Istanbul, 3 octobre 2009). Les USA détiennent à eux seuls 16 % des droits de vote. Avec leurs principaux alliés, ils contrôlent sans difficulté l'institution.

Le G20, auto-proclamé directoire économique mondial, a décidé de renforcer les capacités du FMI et de la Banque mondiale à ponctionner les richesses du Sud afin de résoudre la crise du Nord. Pour masquer la cruauté de cette politique, les institutions internationales sont convenues à Istanbul d'un lifting cosmétique du FMI qui ne modifie en rien le principe censitaire de son Assemblée générale. Les responsables du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) dénoncent cette aggravation des déséquilibres mondiaux.

C'est dans un climat de répression que se sont achevées à Istanbul les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Pour la deuxième journée consécutive, les 10 000 policiers turcs mobilisés pour l'occasion n'ont pas hésité à utiliser

canons à eau, gaz lacrymogène et véhicules blindés pour disperser les manifestants. Le même scénario s'était produit fin septembre lors du sommet du G20 à Pittsburgh où les manifestations contre cet « ersatz » de G8 avaient également été réprimées par les forces de police. Le FMI et la Banque mondiale ont tenu ces réunions controversées quelques jours après la décision du G20 de modifier les droits de vote au sein des deux institutions : 5 % des quotes-parts au FMI et 3 % des droits de vote à la Banque mondiale doivent ainsi être transférés vers « les pays émergents et en développement dynamiques » d'ici janvier 2011. Leur système actuel était de plus en plus contesté, tant par les pays du Sud que pas les mouvements sociaux : il repose sur la règle « 1 dollar égale une voix », contrairement à

l'Assemblée générale de l'ONU où chaque pays possède une seule voix.

Pour le directeur général du FMI, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, il s'agit là « de décisions historiques ». Mais pour le CADTM, c'est une sinistre farce. En effet, ce transfert ne change rien aux rapports de force au sein des deux institutions. À titre d'exemple, la Chine, qui en sera un des principaux bénéficiaires, détient environ 3 % des droits de vote aujourd'hui, très loin derrière les États-Unis qui possèdent à eux seuls plus de 16 %, leur garantissant de facto un droit de veto sur toutes les grandes décisions. Le groupe emmené par le Rwanda, qui regroupe 24 pays d'Afrique noire et représente 225 millions d'individus, possède quant à lui 1,39 % des droits de vote ! Nul besoin d'être mathématicien pour comprendre que ces ré-

formettes annoncées à grand renfort médiatique ne transformeront pas la Banque mondiale et le FMI en organisations démocratiques.

D'ailleurs le seront-elles un jour vu que le système actuel ne peut être modifié sans l'accord des États-Unis ? Autre fait aggravant : depuis 1944, le président de la Banque mondiale a toujours été un États-unien tandis que le directeur du FMI est toujours un ressortissant européen en vertu d'une règle tacite. Ce partage des pouvoirs combiné à cette répartition des droits de vote profondément anti-démocratique prouvent bien que le FMI et la Banque mondiale constituent des instruments aux mains des puissances occidentales pour imposer au reste du monde des politiques servant leurs intérêts propres.

Après avoir traversé une grave crise de légitimité, la Banque mondiale et le FMI ont retrouvé un second souffle du fait de la crise mondiale. Entre 2004 et 2008, la hausse importante du prix des matières premières a augmenté les réserves de change de certains pays en développement, qui en ont alors profité pour rembourser de manière anticipée leurs dettes envers ces créanciers, afin de se débarrasser de leur tutelle encombrante. Mais à partir de la fin 2008, l'aggravation de la crise mondiale a radicalement modifié la situation. La liste des pays durement frappés par la crise s'est allongée et le G20 a remis FMI et Banque mondiale au cœur du jeu mondial. C'est ainsi que sous la pression du FMI, la Roumanie a dû appliquer des politiques anti-sociales comme la réduction brutale de 15 % des revenus des

fonctionnaires, en contrepartie de liquidités pour surmonter la crise à court terme. Depuis 2008, une quinzaine de pays ont connu le même sort. La Banque mondiale a, quant à elle, tiré profit de la crise écologique en créant plusieurs fonds d'investissement climatiques tout en continuant à financer des projets de déforestation et d'industries extractives. Durant l'année 2008, les fonds alloués aux énergies propres ont d'ailleurs été 5 fois inférieurs à ceux destinés aux énergies non-renouvelables dont le montant a augmenté de plus de 165 %.

Ensuite, le G20, autoproclamé « instance de régulation mondiale », a joué un rôle décisif dans la tentative de relégitimation du FMI en triplant ses moyens financiers lors du sommet de Londres en avril dernier et en élargissant ses missions à l'issue du sommet de Pittsburgh. Le FMI est ainsi placé au cœur de la surveillance de l'économie mondiale « pour promouvoir la stabilité financière internationale et rééquilibrer la croissance ». A Istanbul, il a été convenu de « réexaminer le mandat du FMI pour qu'il englobe l'ensemble des politiques macroéconomiques et liées au secteur financier qui influent sur la stabilité de l'économie mondiale ». Il devra ainsi « faire des recommandations de politique économique aux pays qui devront prendre des mesures correctives adaptées ». Nul besoin d'être devin pour connaître à l'avance ces recommandations. Le FMI déclarait en juin 2009 sur les politiques mise en œuvre dans la zone euro, que « les mesures prises pour soutenir la réduction de la durée de travail et l'augmentation des

avantages sociaux – aussi importantes qu'elles soient pour accroître les revenus et maintenir la main d'œuvre sur le marché du travail – devraient être intrinsèquement réversibles ». Le rapport « Doing Business 2010 » de la Banque mondiale est encore plus explicite puisqu'il décourage les pays d'adopter des programmes de protection sociale en qualifiant les gouvernements qui le font de « non-compétitifs ». Malgré ses échecs répétés, le Consensus de Washington, sorte de code du néolibéralisme, continue donc à être l'ordonnance prescrite par le FMI et la Banque mondiale aux pays qui sollicitent leur « aide ».

Pourtant, l'échec de ces politiques d'ajustements structurels imposées aux pays du Sud depuis la crise de la dette de 1982 aurait dû être rédhibitoire : la pauvreté et les inégalités se sont aggravées tandis que le problème de la dette n'est absolument pas réglé. Pis, une nouvelle crise de l'endettement est en gestation, ce qui augmentera encore la part des budgets nationaux consacrés au remboursement des créanciers. À moins que les gouvernements décident de suspendre le paiement pour satisfaire en priorité les besoins humains fondamentaux et d'entreprendre un audit des dettes pour annuler sans conditions la part illégitime, qui n'a pas profité aux populations. Ce serait là un premier coup d'arrêt aux funestes politiques du FMI et de la Banque mondiale, dont l'abolition et le remplacement par des institutions soucieuses de l'intérêt des populations doivent être des revendications fortes.

Damien Millet

Le crépuscule du dollar



Robert
Fisk

Le grand reporter Robert Fisk, correspondant de The Independent au Moyen Orient depuis de nombreuses années, fait état de réunions «secrètes» rassemblant les pays du Golfe, les BRICK, le Japon- mais aussi la France, selon lui-afin de définir un nouveau système de facturation pétrolière abandonnant le dollar comme monnaie de référence. Publié hier, cet article a provoqué une certaine nervosité sur les marchés des changes et de l'or bien que de nombreuses informations reprises ici soient déjà du domaine public. Si la date limite prévue pour la mise en œuvre de cette nouvelle règle du jeu pétrolière est encore éloignée de neuf ans-autant dire une éternité pour les marchés spéculatifs-ces informations viennent cependant renforcer un sentiment général largement partagé. Le mouvement de dédollarisation, que tous les pays frappés par la crise financière « Made in USA » considèrent désormais comme une protection indispensable, est bel et bien engagé. Et les USA vont voir se déliter peu à peu l'« exorbitant privilège » qui leur permettait de régler leurs déficits sans autre contrepartie que du papier vert.

Les pays Arabes du Golfe Persique planifient - avec la Chine, la Russie, le Japon et la France - de mettre fin à la facturation du pétrole en dollars, et vont utiliser à la place un panier de monnaies, dont le yen japonais et le yuan chinois, l'euro, l'or et la nouvelle devise commune que doivent adopter les nations appartenant au Conseil de Coopération du Golfe, incluant l'Arabie Saoudite, Abu Dhabi, le Koweït et le Qatar. C'est là un tournant majeur sur le plan financier pour le Moyen Orient.

Des réunions secrètes ont déjà eu lieu, auxquelles participaient les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales de Russie, de Chine, du Japon et du Brésil, afin d'élaborer ce projet qui aura pour conséquence que le cours du pétrole ne sera plus exprimé en dollars.

Ces plans, confirmés à The Independent par des sources des milieux bancaires du Golfe et de Hong Kong, pourraient expliquer la hausse soudaine du cours de l'or, mais ils annoncent également une transformation en profondeur sur le marché du dollar dans les neuf ans à venir.

Les Américains, qui savent que des réunions ont eu lieu - bien qu'ils n'aient pas encore appris les détails - vont sûrement lutter contre ces manœuvres internationales auxquelles participent des alliés jusque-là fidèles comme le Japon et les pays Arabes du Golfe. Parallèlement à ces rencontres, Sun Bigan, l'ancien envoyé spécial chinois au Moyen-Orient, a mis en garde contre le risque d'aggraver les différends entre la Chine et les États-Unis dans leur lutte d'influence pour le pétrole du Moyen-Orient. Les « querelles bilatérales et les affrontements sont inévitables », a-t-il déclaré à la Asia and Africa Review. « Nous ne pouvons pas relâcher notre vigilance sur [l'apparition d'une] hostilité au Moyen-Orient au sujet des intérêts énergétiques et de la sécurité. »

Cela sonne comme une dangereuse prédiction d'une guerre économique à venir opposant les USA et la Chine pour le pétrole du Moyen-Orient - qui une fois encore transformerait les conflits régionaux en une bataille pour la suprématie entre grandes puissances. La Chine utilise progressivement plus de pétrole que les États-Unis parce que sa croissance est moins économe en énergie. La devise de transition pouvant être utilisée durant cet abandon du dollar, selon des sources bancaires chinoises, pourrait être l'or. Une indication des montants énormes impli-

qués est fournie par le total des réserves détenues par Abu Dhabi, l'Arabie saoudite, le Koweït et le Qatar, estimées à 2 100 milliards de dollars.

Le déclin de la puissance économique américaine résultant de la récession mondiale actuelle a été implicitement reconnu par le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick. « L'un des héritages de cette crise pourrait être la prise de conscience que les relations de pouvoir économique ont changé », a-t-il déclaré à Istanbul, avant la tenue cette semaine des réunions du FMI et la Banque Mondiale. Mais c'est l'extraordinaire nouvelle puissance financière de la Chine - alliée au ressentiment des pays producteurs et consommateurs de pétrole contre la puissance d'intervention de l'Amérique dans le système financier international - qui a motivé ces dernières discussions impliquant les États du Golfe.

Le Brésil a manifesté son intérêt pour participer à ces règlements de pétrole hors dollar, ainsi que l'Inde. De fait, la Chine semble être la plus enthousiaste parmi toutes les puissances financières impliquées, notamment en raison de ses énormes échanges avec le Moyen-Orient.

La Chine importe 60 pour cent de son pétrole, dont une majeure partie en provenance du Moyen-Orient et de la Russie. Les Chinois ont des concessions de production pétrolière en Irak - qui sont bloquées par les

États-Unis jusqu'à cette année - et depuis 2008 ont signé un accord de 8 milliards de dollars avec l'Iran pour développer les capacités de raffinage et les ressources gazières. La Chine a également conclu des accords pétroliers au Soudan (où elle s'est substituée à des intérêts américains) et a négocié des concessions pétrolières avec la Libye, où tous les contrats de ce type prennent la forme de coentreprises (joint-ventures).

En outre, les exportations chinoises vers la région représentent désormais pas moins de 10 pour cent du total des importations des pays du Moyen-Orient. Elles concernent un large éventail de produits, allant des voitures aux systèmes d'armes, l'alimentation, les vêtements, et même des poupées. Confirmant la puissance financière croissante de la Chine, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a demandé hier à Pékin de laisser le yuan s'apprécier par rapport à un dollar dont le cours est à la baisse - ce qui par voie de conséquence desserrerait la dépendance de la Chine envers la politique monétaire américaine - afin d'aider à rééquilibrer l'économie mondiale et d'alléger la pression à la hausse sur l'euro.

Depuis les accords de Bretton Woods - qui furent signés après la Seconde Guerre mondiale et avaient défini l'architecture du système international financier moderne - les partenaires commerciaux de l'Amérique ont dû faire face aux conséquences de la prééminence de Washington et plus récemment à l'hégémonie acquise par le dollar, qui sert de principale monnaie de réserve mondiale.

Les Chinois pensent que les Américains ont persuadé la Grande-Bretagne de rester en dehors de l'euro afin d'éviter un mouvement plus précoc de désaffection par rapport au dollar. Des sources chinoises du secteur bancaire indiquent que les discussions sont allées trop loin pour être désormais bloquées. « Les russes finiront par introduire le rouble dans ce panier de devises », nous a déclaré un important courtier de Hong Kong. « Les Britanniques sont coincés entre les deux, et ils entreront dans la zone euro. Ils n'ont pas le choix car il ne leur sera pas possible d'utiliser le dollar américain. »

Nos sources chinoises dans la finance estiment que le président Barack Obama est trop mobilisé par le redressement de l'économie américaine pour pouvoir se préoccuper des conséquences considérables qu'aura l'abandon du dollar dans neuf ans. La date limite pour la transition entre les devises a été fixée à 2018.

Les États-Unis ont brièvement abordé cette question au sommet du G20 à Pittsburgh. Le gouverneur de la Banque Centrale de Chine et d'autres officiels ont manifesté à voix haute leurs inquiétudes sur le dollar depuis des années. Leur problème est qu'une

grande partie de leur richesse nationale est conservée sous forme d'avoirs libellés en dollars.

« Ces plans vont changer la face des transactions financières internationales », déclare un banquier chinois. « L'Amérique et la Grande-Bretagne doivent être très inquiètes. Vous comprendrez à quel point ils sont préoccupés en entendant le tonnerre de dénégations que cette information va provoquer. »

L'Iran a annoncé le mois dernier que ses réserves de devises étrangères seraient désormais conservées en euros plutôt qu'en dollars. A coup sûr, les banquiers se souviennent de ce qui est arrivé au dernier pays producteur de pétrole du Moyen-Orient qui ait décidé de vendre son pétrole en euros plutôt qu'en dollars. Quelques mois après que Saddam Hussein eut claironné sa décision, les Américains et les Britanniques ont envahi l'Irak

Commentaires: Tous les soulignés le sont par moi. Je ne suis d'accord avec cette échéance de neuf ans, déjà plusieurs pays ont déjà commencé à abandonner le pétrodollar dans leurs échanges. Tout peut se concrétiser très vite. Quant à la prédiction de Fisher sur la guerre économique, elle existe déjà depuis longtemps. Dr Paquin

L'ALBA abandonne le dollar et envisage une alliance militaire face aux USA

Les 13 chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'alliance bolivarienne des Amériques (ALBA), réunis à Cochabamba (Bolivie), ont signé un traité créant une monnaie électronique commune, le Sucre.

Cette monnaie, nommée en honneur du général Antonio José de Sucre, compagnon de Simon Bolivar et héros de la lutte de libération américaine contre l'impérialisme espagnol, est destinée à se substituer au dollar états-unien dans tous les échanges entre États membres.

En effet, ainsi que l'a expliqué le président de l'Équateur Rafael Correa, compte tenu de la valeur artificielle du dollar états-unien, le billet vert permet à Washington de s'accaparer les richesses des autres.

Proposant le prochain objectif des États boliviens, le président du Venezuela a appelé à la constitution d'une alliance militaire entre les États membres pour les défendre face aux États-Unis. Hugo Chavez a souligné que seule une organisation de ce type pouvait les protéger du bellicisme

états-unien. D'autant que le « prix Nobel de la paix » Barack Obama vient d'organiser un coup d'État au Honduras et d'installer des bases militaires en Colombie. Il a également souligné qu'une telle alliance pouvait être étendue à d'autres pays du Sud, au delà de l'Amérique, ainsi que l'avait évoqué le leader libyen Muammar Khadafi lors du récent sommet Afrique-Amérique latine.

L'économie de bazar et les conséquences sur les balances commerciales

Pour aider à une meilleure compréhension de ce qui se passe, je reprends un article concernant l'économie de Bazar vu sur le net et qui s'applique à tous les pays impérialistes en déclin mais qui ne s'applique évidemment pas à l'impérialisme chinois. Cet industrie de bazar est d'ailleurs en décomposition finale comme nous l'a expliqué Vincent Gouysse dans son article « *la décomposition finale de «l'industrie de bazar»* » (cf. NSC vol. 2. (Dr Paquin)



Qu'est-ce que l'économie de bazar ?

Le terme lui-même, qui vient d'Orient, nous donne une indication. Un bazar, est un magasin qui achète toutes sortes d'objets en provenance du monde entier, pour les revendre aux clients locaux.

En économie, on appelle ainsi une économie dans laquelle les entreprises achètent pour revendre sans transformation, ou très peu, au lieu de faire de l'industrie, c'est-à-dire fabriquer soi-même pour vendre.

Quel est l'enjeu ? Supposons qu'un pays a une activité industrielle, et que sa balance commerciale est équilibrée. Maintenant, les entreprises doivent servir de nouveaux marchés à l'étranger. Il y a alors trois solutions:

a) Fabriquer chez soi, c'est la solution "traditionnelle", celle qui avait cours majoritairement avant 1950 environ. Si on suppose que les nouvelles ventes sont de 100 et ne nécessitent aucune importation, la balance commerciale s'améliore de 100, ainsi que la valeur ajoutée intérieure, ce qui se traduit par salaires et profits supplémentaires.

b) Fournir les marchés étrangers directement à partir d'un autre pays. C'est la solution "mondialisation" celle qui a cours majoritairement aujourd'hui. Dans ce cas rien ne passe par le pays concerné, donc la balance commerciale est inchangée et la valeur ajoutée dans le pays ne bouge pas non plus. Par

rapport à la solution précédente, on a perdu 100 en balance commerciale et 100 en revenus.

c) Importer avant assemblage final pour assembler chez soi et réexporter de là. C'est la solution "bazar". Supposons que la valeur ajoutée pour l'assemblage soit de l'ordre de 10%. Alors on importe 90 et on exporte 100. La balance commerciale s'améliore de 10, ainsi que la valeur ajoutée nationale. Par rapport à la solution précédente, on exporte beaucoup plus, mais on n'en retire que peu de bénéfice, notamment la VA nationale supplémentaire est très faible.

Si cette dernière solution est appliquée à grande échelle, le pays apparaît comme un grand exportateur et la balance commerciale est bonne, mais il a une demande intérieure faible et un fort chômage. Cela ne vous dit rien, ce portrait ? C'est en fait l'image actuelle de notre pays

L'importation de marchandises qui sont revendues et mises sur le marché local en l'état, a des retombées économiques négatives surtout sur les PME et provoque une baisse des emplois.

Hausse record des défauts de paiement aux États-Unis : la nouvelle bulle des crédits est sur le point d'exploser

Par **Cécile Chevré**, 21 août 2009

"Les défauts de paiement battent des records aux États-Unis", titre *Le Figaro*. De plus en plus de logements sont saisis pour cause de défaut de paiement ou de retard sur le paiement de leur crédit.

D'après l'enquête de la Mortgage Bankers Association, une fédération des banques spécialisées dans l'immobilier, 4% des Américains ont ainsi vu leur logement saisi, et plus de 9% sont en retard de paiement. Au total c'est donc 13% d'Américains qui se retrouvent dans une situation

délicate, un record depuis la création de l'enquête en 1972.

L'enquête soulève en outre un point encore plus important : le profil des emprunteurs en défaut de paiement à complètement changé, comme nous l'annoncions dès juin dernier : "La nouvelle vague de défaillance qui se prépare ne met pas en cause des emprunteurs à risques dont les capacités de remboursement sont bien sous-dimensionnées par rapport à leur emprunt, mais des gens qui ont emprunté dans des conditions normales. Des emprunteurs qui ne pourront plus rembourser quand ils se

retrouveront au chômage".

Et comme nous l'expliquions, cette nouvelle vague de défauts de paiement est bien plus dangereuse que celle des *subprime* : Les banques, qui ne se sont toujours pas complètement remises des subprime, vont maintenant subir les effets des CDS, ces contrats d'assurance contre un risque financier. Le nombre de procédures de saisies immobilières aux États-Unis reste historiquement élevé, malgré une deuxième baisse mensuelle consécutive.

Rapport du cabinet spécialisé RealtyTrac

Plus de 343 600 logements sont tombés sous le coup d'une procédure pour défaut de paiement, mise aux enchères par adjudication ou saisie en septembre. Le record de 360 150 procédures enregistré au mois de juillet reste néanmoins très proche. En comparaison annuelle, par rapport au mois de septembre 2008, la progression du nombre de procédures atteint 29 %, contre une hausse de 18 % en août.

Sur l'ensemble du troisième trimestre, Realtytrac a observé 937 840 cas, soit 5 % de plus qu'au trimestre précédent et 21 % de plus qu'au troisième trimestre 2008.

Depuis mars dernier, le CAC 40 a augmenté de 55?% et Wall Street de 53?%. Marchés : la fête continue titrait le journal patronal La Tribune le 13 octobre... Les profits des banques sont plus élevés qu'avant la crise et les bonus distribués sont exorbitants aux traders.

JP Morgan a annoncé un bénéfice de 3,6 milliards de dollars au 3e

trimestre et les banques américaines ont distribué 140 milliards de bonus, plus qu'en 2007, l'année la plus florissante juste avant la crise.

En France, à un degré moindre, la situation est la même. L'origine de ces nouveaux profits «exorbitants?» est simple: les banques ont reçu des prêts à des taux quasi nuls des États mais elles maintiennent voire augmentent le coût du crédit. La spéculation repart de plus belle, en huit mois le prix du pétrole a augmenté de 126?%. Les entreprises retrouvent la rentabilité de 2007, la plus forte depuis les années 1970. Cela grâce aux exonérations de ce que les patrons et l'État osent appeler les charges, grâce aussi aux licenciements, à la précarité, à l'intensification du travail.

Pour sauver le système financier, les États ont déversé des milliards de dollars ou d'euros. L'argent coule à flot pour les financiers, les spéculateurs et les riches, mais c'est aux tra-

vailleurs, à la population de payer la facture.

Le déficit de l'État explose, 140 milliards d'euros pour le prochain budget. Pour nourrir la folle avidité des classes dominantes, Sarkozy va lancer son grand emprunt. Autant de nouveaux cadeaux aux riches auxquels l'État emprunte l'argent qu'il leur reverse de mille et une façons. Et la pression contre les salariés s'accroît sans cesse.

Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, ne veut pas «prendre de mesure nationale qui plomberait le système financier?». Pas question de taxer les profits. Mais ce sont bien pourtant ces profits qui plombent toute la marche de la société, qui la ruinent, détruisent l'économie, les services publics.

Face à cette folie financière, une mesure de salubrité publique devrait s'imposer: la nationalisation des banques sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Yvan Lemaitre

Machine-outil: l'avenir se joue en Asie



Le 12 octobre 2009

Les constructeurs asiatiques ont investi l'exposition européenne de la machine-outil. Avec, à l'exception de la Chine, des équipements qui n'ont plus rien à envier à ceux des ténors Allemands du domaine.

L'industrie de la machine-outil européenne a-t-elle encore un avenir? Sans être pessimiste, on peut penser que s'il existe encore, il ne sera pas trop rose. Un rapide passage cette semaine à l'EMO 2009 (exposition européenne de la machine-outil) à Milan (Italie) le prouve. Le salon n'a attiré que 1400 exposants installés sur 100000 m², la moitié de la surface disponible. Et on pouvait se garer à sa guise dans les parkings de la flamboyante foire de la capitale lombarde. A titre d'exemple, plus de 1000 exposants étaient présents au salon très ciblé du soudage déroulé deux semaines avant à Essen (Allemagne).

Comment résister à la tourmente jusqu'à une éventuelle reprise que certains prévoit pour 2010 et d'autres pour... 2012? C'est la principale question qui préoccupe les constructeurs de machines-outils européens en ce mo-

ment dont certains, des grands noms du domaine comme Sandvik, Seco Tools ou Makino, ont préféré faire des économies et affecter le financement du salon à d'autres dépenses plus prioritaires. Quant aux visiteurs du salon, nettement moins nombreux que lors de deux éditions précédentes d'Hanovre (Allemagne), ils étaient sans doute intéressés

par les équipements présentés mais cherchaient désespérément le... financement nécessaire.

Alors, certains constructeurs se transforment en banquiers. Comme DMG et son nouveau partenaire Mori Seiki. La crise est si profonde que l'on assiste à des mariages qui laissent perplexes tous les aficionados de la machine-outil. La rigueur allemande pourra-t-elle cependant s'accommoder avec celle japonaise, d'une autre nature mais tout aussi vaillante?

L'avenir le dira, mais attention, en cas de réussite on aura affaire au plus grand constructeur de machines-outils au monde. Car c'est bien connu: l'objectif d'un numéro deux est de ravir la place au premier. Alors, Mazak, le champion de la machine-outil mondiale se laissera-t-il faire? Bien sûr, que non. Le constructeur annonçait à l'EMO de Milan qu'il lancera en 2010 une cinquantaine de machines nouvelles... En fait, l'avenir de la machine-outil mondiale se joue en Asie. Les constructeurs taiwanais, coréens et chinois ont investi le salon, avec plus d'une centaine qui arboraient le pavillon des premiers. Et, signe encore plus

inquiétant pour les constructeurs européens et japonais: à l'exception de la Chine, les machines présentées n'ont dorénavant plus rien à envier à celles de ces derniers. Exemple: Doosan, qui a fabriqué 10000 machines en 2008. Et qui continue à faire monter en gamme ses machines.

Alors, que reste-t-il aux constructeurs européens? On peut penser que certains d'entre eux, très spécialisés, vont résister. C'est le cas par exemple, de constructeurs italiens FPT et Jobs. Spécialisé dans la construction de grandes machines portiques, très innovantes, destinées aux applications de mécanique générale de précision, aéronautique, automobiles, ce dernier le prouvait à l'EMO avec un équipement très innovant. Centre de fraisage horizontal/vertical sur 5 axes, le Tarkus usine les matériaux durs qui nécessitent une puissance et un couple de broches élevés: titane, inconel, inox, aciers spéciaux... D'autres comme le français Realmeca, le suisse Willemin-Macodel ou l'allemand Kern se sont spécialisés dans le micro-usinage de haute précision. Avec des applications dans des domaines qui ont le vent en poupe, comme le médical par exemple. Bien que touché par une vague de restructurations, GF Agie Charmilles gardera une place de choix dans l'usinage à grande vitesse grâce à son savoir faire et à la qualité de machines Mikron.

Quant aux constructeurs allemands, la force de l'industrie mécanique allemande et leur réputation de qualité à l'exportation leur permettra probablement de retrouver des couleurs. Quoi qu'il en soit, on peut parier que demain, les champions de la machine-outil mondiale ne seront sûrement pas ceux du Vieux Continent...

Mirel Scherer

Célébrations du 60e anniversaire de la République Populaire de Chine



En 60 ans d'existence, la République populaire de la Chine créée par le président Mao, le 1er octobre 1949 est devenue un géant dans tous les secteurs du développement. En 60 ans d'indépendance, la Chine s'est transformé d'un pays pauvre et divisé à un pays uni et prospère qui occupera bientôt la première place économique mondiale.

Elle a pu se muer d'un pays initialement rural avec une économie agricole à un pays industrialisé. En fin 1978, elle a procédé à une vaste politique de réforme et d'ouverture pour installer une économie socialiste de marché. Toute chose qui propulsa considérablement son essor socio-économique. A preuve, en 2008, la Chine a été classée 3e puissance économique alors qu'elle n'était que 40e avant 1949.

Une série de grands exploits technologiques s'est réalisée dans les domaines comme la navigation spatiale, l'énergie nucléaire, l'ordinateur à haute performance, la conception et la fabrication des machines et équipements composés de lourdes machines à contrôle numérique et la troisième génération de la communication mobile.

En 2008, elle a utilisé 92,4 milliards de dollars d'investissements étrangers directs, soit 1443 fois plus nombreux qu'en 1983.

La Chine qui a vu son produit intérieur brut progresser de 7,7% sur les neuf premiers mois de l'année, est désormais "certaine" d'arriver à une croissance de 8% sur un an en 2009, a déclaré jeudi un porte-parole du Bureau national des statistiques.

"Nous sommes certains que nous pouvons atteindre le but de 8% sur toute l'année. Cela ne fait aucun doute", a déclaré Li Xiaochao lors d'une conférence de presse. Le produit intérieur brut de la Chine a continué de croître au troisième trimestre, à +8,9% sur un an, après +7,9% au deuxième trimestre, selon le BNS.

Le gouvernement s'était félicité mercredi, à la veille de la publication des statistiques, que "la situation économique ait été meilleure qu'attendu, par rapport aux prévisions annoncées en début d'année".

Toutefois, Li Xiaochao a aussi prévenu que "les bases de la reprise avaient toujours besoin d'être consolidées". Affectée par la crise financière et économique internationale qui, en particulier, avait réduit la demande

étrangère pour les produits fabriqués en Chine, le pays asiatique avait vu sa croissance chuter à +6,8% au quatrième trimestre 2008, et même +6,1% au premier trimestre 2009.

Elle s'est redressée sous l'effet des mesures prises par les autorités: assouplissement de la politique monétaire, mesures fiscales en faveur de secteurs en difficulté et investissements massifs, dans le cadre d'un plan de relance.

Pékin avait annoncé en novembre 2008 un plan de relance de l'économie de 4.000 milliards yuans (400 mds d'euros) sur deux ans, dont le gouvernement central doit apporter 30% du financement. Entre janvier et septembre cette année, les investissements en capital fixe dans les zones urbaines en Chine ont bondi de 33,3% en glissement annuel. Sur la même période de 2008, ils avaient progressé de 27,6% sur un an.

Autre signe du redémarrage de l'économie: la hausse de la production industrielle, qui s'est accélérée au troisième trimestre, à +12,4% sur un an, après un deuxième trimestre à +9,1 %. Sur les neuf premiers mois de l'année, la hausse atteint 8,7% en glissement annuel, a précisé le BNS. AFP